

triboune

PSU

socialiste

74

**LA GAUCHE
FACE
À LA CRISE**

• **LIP**

Messmer
doit céder

• **ESPAGNE**

les
combattants
de l'ombre

• **ROCARD**

l'année grise
du PSU ?

• **4 questions
à l'OLP**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Edition Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



Il faut savoir aussi réagir avec ses
triples ! Si Lip a tenu jusqu'ici, même
au plus fort de l'oubli ou de la calom-
nie, c'est parce que ses travailleurs
ont su toucher le cœur autant que la
raison de millions de gens dans ce
pays. Si Lip a enthousiasmé, libéré
des énergies, ouvert la voie à une au-
tre forme de combat de la classe ou-
vrière, c'est parce que chacun de nous
sent confusément que ce qui se passe
là-bas à Besançon depuis près de dix
mois (10 mois !) c'est bien le droit et
le désir de vivre.

Oui vivre parce que l'on aime son
métier, parce que l'on veut être maî-
tre du produit et des finalités de son
travail, parce que cela permet la nais-
sance d'une collectivité humaine sou-
dée, où chacun n'est plus un pion,
mais un homme à part entière. Et face
à eux, face à nous, il n'y a que la
mort ! Il y a la puanteur cadavérique
de ce Messmer, de son Gouverne-
ment, de sa « majorité », Messmer qui
ne veut pas qu'une solution cohérente
aboutisse, Messmer, qui se fout de la
vie et de l'emploi de 1.000 travailleurs,
Messmer, qui n'a qu'une volonté : punir
les Lip, leur faire payer leur au-
dace et leur courage. Eh bien non !

Messmer, tu n'auras pas ainsi tran-
quillement leur peau, notre peau.
Après celui d'Interfinexa, le plan
Neuschwander démontre une fois de
plus qu'une solution globale est possi-
ble à Lip, qu'elle est nécessaire même
pour l'avenir d'une industrie hor-
logère en France et en Europe.

Messmer doit céder. Messmer cé-
dera ! Tel est l'objectif simple mais
décisif de la bataille qui doit s'enga-
ger aujourd'hui, qui doit être celle de
toutes les organisations politiques et
syndicales, de tous ceux qui savent
que la grande bataille pour l'emploi
de 1974 est engagée là-bas à Besan-
çon. Tout, nous disons tout, doit être
fait pour cette mobilisation et cette
victoire. (p. 6 - 7).

Lip c'est un défi pour toute la gau-
che. Comme l'est aussi la bataille qui
s'engage pour 1974. « La gauche face
à la crise » titrons-nous. Car l'impor-
tant plus que les gesticulations du
Gouvernement et les contradictions
du système capitaliste occidental,
c'est de bâtir, et vite, une alternative
du mouvement ouvrier qui ne peut être
celle d'un programme commun de plus
en plus caduc pour répondre à la cri-
se qui s'annonce. Robert Chapuis
(p. 3), Jacques Gallus et Yves Le Foll
(p. 4 - 5) ne font cette semaine qu'ou-
vrir un dossier qui sera longuement
étudié et débattu dans nos prochains
numéros.

Défi aussi pour le mouvement ou-
vrier international. En Espagne, où face
au fascisme, des hommes se bat-
tent au péril de leur vie pour en faire
une terre de liberté (p. 8 - 9). Au Chi-
li encore et toujours, où continuent de
régner l'arbitraire, la torture, la mort
(p. 10 - 11). En Palestine enfin où le
combat pour le droit et la dignité se

poursuit inlassablement comme nous
le rappelle le nouveau représentant de
l'O.L.P. en France, le successeur de
Mahmoud Hamchari, assassiné voici
un an (p. 10 - 11).

Sur tous ces terrains, nous devons
nous battre. Obliger la gauche à pre-
ndre ses responsabilités, à transformer
la nature de son unité, bref, à être à
la hauteur des espérances qui sont
placées en elle. Et pour ce faire, nous
avons besoin d'un Parti fort, nom-
breux, agissant.

Une grande campagne d'adhésion
est lancée (p. 3), pour être à la mesu-
re des enjeux qui sont les nôtres. Pour
chacun de nous, renforcer le PSU ce
n'est pas un vœu. C'est une obliga-
tion. Et la remarque vaut aussi bien
sûr pour notre journal. Pour la pour-
suite de notre campagne d'abonne-
ment, pour son amélioration constan-
te. Cela vaut bien les 2 F 50 que nous
vous demanderons désormais chaque
semaine (1) compte tenu de l'augmen-
tation considérable du coût de fabri-
cation de la presse (voir ci-dessous
Cabu...). Ce parti que l'on croyait
mort est en train de revivre et de ga-
gner son pari. Notre combat en 74 se-
ra dur certes. Mais le jeu en vaut bien
la chandelle, non ?

Gérard FERAN

(1) T.S. restera à 1,50 F pour les sections.
Une mesure parmi d'autres pour renforcer
la vente militante.

CALENDRIER

● 9 janvier : 20 h 30 - Paris 5 - 12,
rue Guy-de-la-Brosse : meeting-débat
avec Robert Chapuis, secrétaire nation-
al du PSU : « Autogestion et révolution
socialiste ».

● 13 janvier : 20 h 30 - Bezons (95) -
meeting-débat avec André Barjonet.

● Du 11 janvier au 1^{er} février à Mora-
laix (29 N) - Semaine « Travailleurs en
lutte et chants de protestation » (avec
Marc Ogeret, Francesca Solleville, Co-
lette Magny) - rens. Office d'actions cul-
turelles, Place Dossen - Morlaix - Tél. :
88.09.94.

● 19 janvier : 9 h - Paris 15 - 9, rue
Borromée : réunion des militants PSU
de l'E.G.F.



On a piqué ça à Charlie, journal plein d'humour et de bandes dessinées.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

Lundi 14 janvier

Mutualité 24, rue St-Victor,
Paris

6 heures pour l'autogestion

● 18 heures : 4 salles, 4
débat : « Du contrôle à
l'autogestion »

● 21 heures : grande sal-
le : Crise du capitalisme et
stratégie autogestionnaire
avec M. Najman - Ch. Pia-
get - M. Rocard

Participation aux frais : 5 F
- Boissons, sandwiches -

6 HEURES POUR L'AUTOGESTION

Le capitalisme est-il à la
veille d'une crise écono-
mique ? La crise du capi-
talisme, qu'est-ce que c'est ? En
France, une crise de régime est-
elle possible en 74 ? Quelles pers-
pectives ouvrirait-elle aux forces
de l'autoritarisme ? Aux tentatives
d'intégration des travailleurs ? A la
politique du « programme commun
de gouvernement » PC-PS ? Au
courant révolutionnaire de l'auto-
gestion socialiste ? Face à la cri-
se, que peuvent les travailleurs ?
L'autogestion est-elle un projet
réaliste ? Quels sont les rapports
entre ce projet et les luttes actuel-
les ?

Ces questions, parmi de nom-
breuses autres, beaucoup les posent.
Les militants du Comité de
liaison pour l'autogestion socialiste
(CLAS) appellent à en débattre.
Tel est le but des « Six heures pour
l'autogestion socialiste » tenues à
l'appel des organisations parisiennes
du CLAS (Action, Alliance
Marxiste Révolutionnaire, Amis de
la Terre, Associations populaires
familiales, GAM, Objectif Socialis-

te, Groupes Témoignage Chrétien,
PSU) et auxquelles participeront
des délégations étrangères.

Ces « Six heures » ne prendront
donc pas la forme de meetings
traditionnels. L'ensemble de la Mu-
tualité a été retenu afin d'offrir un
lieu ouvert, où une animation per-
manente est possible, et qui per-
mette de véritables débats. Qua-
tre réunions-débats, autour du thème
« du contrôle à l'autogestion »,
se tiendront simultanément dans
quatre salles différentes et ouvriront
la soirée.

Débat avec les travailleurs de
Lip, de Cerizay, de Péchiney-No-
guères, des travailleurs de Gran-
de-Bretagne, de Belgique, etc. sur
les luttes et leurs expériences. Dé-
bat sur la ville et le cadre de vie,
sur l'Ecole et la formation. Discus-
sion sur le thème : « à partir de
l'expérience chilienne, quelle straté-
gie pour l'autogestion ? ».

Le meeting central qui suivra
abordera les problèmes de la « Cri-
se du capitalisme et de la straté-
gie autogestionnaire ». Il compor-
tera trois rapports principaux, ce-

lui de Charles Piaget sur « les lut-
tes aujourd'hui : du contrôle à l'au-
togestion » ; celui de Michel Ro-
card sur « les contradictions du ca-
pitalisme et la crise actuelle » ; ce-
lui enfin de Maurice Najman sur
« les axes d'une stratégie révolu-
tionnaire pour l'autogestion socia-
liste ».

Cette initiative des « Six heu-
res » à Paris, est importante à plus
d'un titre. Et tout d'abord parce
qu'elle est d'une nature très diffé-
rente des initiatives précédentes
du CLAS. Il ne s'agit plus, mainte-
nant, seulement de rencontres, de
journées d'études entre militants ou
délégues des différentes organi-
sations. Nos camarades de Tou-
louse avaient déjà, en octobre der-
nier (voir TS du 30 octobre 1973)
montré, par le succès de leurs trois
journées pour l'autogestion, l'im-
pact des thèmes et des débats sou-
levés par le CLAS. A présent, il
s'agit, pour le courant révolution-
naire de l'autogestion socialiste de
s'affirmer dans la région parisien-
ne.

Un défi pour la gauche

S I l'on en croit M. Pompidou, nous sommes entrés dans la zone des bourrasques. Il est vrai qu'il se lève comme un vent de tempête, et il va falloir tenir ferme la barre. C'est le problème du régime et du gouvernement. On entend déjà les ordres brefs, les cris et les insultes de ceux qui veulent faire croire qu'ils sont les maîtres à bord : un Pompidou de plus en plus pesant, un Messmer qui n'en finit plus de se gendарmer, et tous ces ministres dont les criailleries ridicules ne parviennent même plus à nous faire rire.

la succession

Mais c'est aussi le problème de la gauche et des forces populaires capables d'instaurer un nouveau régime. Ne nous y trompons pas : une offensive est commencée, un défi est lancé. Le pouvoir, en créant une atmosphère de crise et d'union sacrée, s'efforce d'assurer la succession à Pompidou, comme a été assurée celle du Général de Gaulle : si l'opération réussit, les travailleurs risquent fort de n'avoir plus à choisir qu'entre la peste et le choléra, entre l'autoritarisme à la grecque ou à l'espagnole et le « libéralisme », à la sauce réformatrice ou sociale-démocrate : c'en sera fini alors - et pour longtemps - de l'espoir de pouvoir mettre fin à leur exploitation, à leur mise en condition, à leur honte d'être traités comme du bétail.

Si elle échoue, au contraire, si les masses commencent à ne plus croire les mensonges du Pouvoir et prennent conscience de leur force, tout est possible. Un autre régime, un autre pouvoir deviennent nécessaires : la réalité reprend ses droits, les aspirations populaires peuvent s'exprimer et se matérialiser et, avec le socialisme, l'autogestion, c'est-à-dire une organisation de la société et de la production telle que les intéressés prennent eux-mêmes les décisions qui les concernent, peut se réaliser.

Ce n'est plus Mai 68 ; ce n'est plus un appel direct et immédiat mais c'est bien le même enjeu. La question est de savoir si les forces politiques et syndicales liées aux travailleurs, les forces du travail et de la jeunesse, les forces nouvelles qui se dégagent des formes actuelles de la lutte des classes connaîtront les mêmes contradictions et les mêmes impuissances qu'à la fin du mois de mai 68 ou si au contraire, tirant les leçons de l'échec, tirant les leçons de ce qui se passe au Chili et ailleurs, elles seront capables de bâtir, malgré les divergences et les conflits, une unité offensive contre le système capitaliste et le régime qui en assure la sauvegarde.

Cette situation donne au PSU des responsabilités majeures. Elles sont de deux ordres.

D'une part, il nous revient de donner à l'unité populaire un caractère offensif. Le Programme commun, modifié ou non, correspond à un accord de type électoral en vue d'une coalition gouvernementale entre le Parti communiste et le Parti socialiste, l'un et l'autre s'efforçant de réunir autour de lui la majorité de l'opposition. C'est un accord conjoncturel, qui permet le soutien de certaines actions revendicatives et assure aux deux organisations le contrôle étroit des opérations unitaires de la classe ouvrière : il permet de se défendre et de faire des voix ; il ne permet pas d'attaquer et de gagner. Le PSU, lui, n'entend pas entrer dans ce type de concurrence : dans la période actuelle, où la question du pouvoir est effectivement posée, notre rôle n'est pas de conforter les cathédrales des uns en y ajoutant les chapelles des autres, dans un bel esprit œcuménique. Notre rôle, c'est de briser les murs et d'engager effectivement l'épreuve de force, celle que réclame aujourd'hui la lutte des classes, de l'engager par conséquent en termes de classe.

Face à l'union sacrée des intérêts contradictoires de la bourgeoisie, il nous faut réaliser l'unité populaire au-delà des divergences qui existent au sein des forces populaires. Une telle unité n'a rien à voir avec celle qui consiste à gratter le mur d'en face pour mettre de son côté quelques plâtras qui retombent vite en poussière : on ne bâtit rien ainsi, on risque seulement de se casser les ongles ! L'unité populaire est anti-capitaliste où elle n'est que de la poudre aux yeux.

un autre pouvoir

Notre seconde responsabilité, c'est de donner un sens à cette unité, d'en garantir le débouché. L'expérience montre assez qu'il ne suffit pas de mener une action anti-capitaliste pour que le socialisme puisse ensuite et tout naturellement s'épanouir. Il faut que, sur la base des réalités sociales qui se constituent dans la société actuelle - à travers les luttes ouvrières et populaires comme à travers les multiples conflits que suscitent l'oppression bourgeoise et l'exploitation capitaliste - se précise le projet d'une autre organisation sociale, d'une autre production, d'un autre type de rapports sociaux, d'un autre pouvoir. La victoire du socialisme - et la crédibilité de cette victoire - dépend largement dans ce pays, nous le savons, du développement d'un puissant courant socialiste autogestionnaire : seul ce courant peut permettre de dépasser -

sans retomber dans les illusions anarchistes - le courant que l'on dit « communiste » et celui que l'on dit « socialiste », dont la destination et l'affirmation respective sont le produit d'une histoire, d'une histoire déjà dépassée si l'on considère la lutte des classes à l'échelle du monde (regardons ce qui se passe entre les Etats !).

l'énergie de mai

Il nous faut compter sur nos propres forces, c'est-à-dire sur les forces qui sont nées de la lutte des classes dans des sociétés telles que la nôtre (et c'est pourquoi l'Europe est nécessairement une dimension de notre action), pour bâtir une société socialiste.

Précisément, aujourd'hui en France, à un moment où le capitalisme - après avoir réussi pendant bien des années à sauver les apparences, à faire « acheter » son maintien par les travailleurs eux-mêmes - montre son vrai visage (restrictions, hausses des prix, chômage, contraintes, soumissions de la consommation, de la santé, du logement, des loisirs aux profits de quelques-uns), nous pouvons rendre plus précise, concrète, crédible la réponse qu'apporte le socialisme autogestionnaire.

C'est bien une autre croissance, un autre type de développement, donc un autre mode de production, une autre culture qui apparaissent nécessaires. Il y faut d'autres décisions, mais surtout d'autres choix : pour que ces choix s'expriment, il faut un autre pouvoir. Ce que les luttes de Lip, de Cerizay, de Noguères et d'ailleurs ont commencé à montrer, c'est à l'échelle de toute la société qu'on en trouve aujourd'hui le témoignage. Les travailleurs ne peuvent plus se contenter de négocier le partage du profit, ce profit se retourne contre eux, contre leur emploi, leur vie, leurs enfants. Il faut mettre fin au règne du profit pour construire une société plus juste et plus libre sous le contrôle et la responsabilité des travailleurs eux-mêmes.

Comme l'a déclaré notre Conseil national de fin novembre, c'est d'un même mouvement qu'il nous faut construire l'unité populaire sur une base anti-capitaliste et développer un vaste mouvement autogestionnaire capable de devenir une force réelle, à la fois sociale et politique, capable de donner un sens et un avenir à la lutte anti-capitaliste. Lourde tâche pour une petite organisation ! Et c'est pourquoi elle doit grandir et s'agrandir de toute urgence. Mais c'est une tâche exaltante qui nous fait retrouver toute l'énergie de mai 68. Cette énergie là, soyons en certains, n'est menacée d'aucune crise !

Robert CHAPUIS

- parce que 74 risque d'être une année décisive
- parce qu'en face "ils" battent le rappel de leurs nervis
- parce que le combat isolé est voué à l'échec

rejoignez le PSU !

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

74 la gauche face à la

La crise qui s'ouvre pour le capitalisme occidental n'est pas conjoncturelle. Elle est structurelle car ce sont les racines mêmes de son développement qui sont aujourd'hui touchées. Elle sera sociale et politique et pas seulement économique.

Il ne suffit donc pas de faire assaut d'analyses et de prédictions. Les différents mouvements ouvriers ont payé cher au cours de

leur histoire leur « économisme » et leur attentisme. Il n'y aura pas de grand jour où le capitalisme s'écroulant du fait de ses contradictions la voie se trouvera libre pour une révolution socialiste. L'expérience prouve au contraire que sans mobilisation populaire suffisante autour d'objectifs anti-capitalistes, sans réelle politique alternative, les forces populaires se trouvent impuissantes à empêcher le durcissement autoritaire

des régimes politiques, ou une nouvelle phase d'adaptation du capitalisme.

La gauche française dans son ensemble va être confrontée au cours de cette année à des responsabilités capitales. Elle ne peut se permettre de faire la politique de l'autruche en faisant semblant de croire que le Programme commun constitue une réponse cohérente et adaptée à la situation. Elle ne peut non plus se contenter de

● qui fera les frais de la récession ?

Le général de Gaulle avait coutume d'ironiser sur les mouvements boursiers en soulignant que ce n'est pas à la corbeille que se fait la politique de la France. En effet, le marché financier de la Bourse ne voit transiter qu'une faible part des capitaux empruntés par les entreprises. Mais cela n'empêche pas les réactions boursières d'être significatives de l'état d'esprit du monde de l'argent face à tel événement.

Le dernier en date a été l'annonce par les producteurs arabes de pétrole de la suspension des restrictions quantitatives. Le lendemain, toutes les bourses occidentales accusaient une des plus fortes hausses de l'après-guerre. Par là, le capitalisme faisait savoir que le niveau, en volume, des approvisionnements, lui importe plus que leur coût : avec les prix, on s'arrangera, le principal est d'écartier la menace de pénurie. En clair, cela signifie que le coup de tonnerre de Téhéran n'a pas ébranlé la dévotion de la bourgeoisie à la croissance aveugle. Là réside le danger.

Depuis quelques années, de nombreux spécialistes répètent que l'accélération de la croissance industrielle dans les pays déjà développés est une voie sans issue. Une partie de l'opinion publique s'est d'ailleurs ralliée à cette thèse en constatant les dégâts les plus choquants issus de la croissance sauvage : pollution, diminution des réserves mondiales de matières premières, enlaidissement des paysages, dégradation du cadre de vie.

Restent que les avantages parfois illusoire mais souvent réels d'une profusion de biens de consommation continuent de l'emporter dans l'esprit du plus grand nombre, sur les inconvénients. C'est la raison pour laquelle, dans la volonté d'aller dans le sens de la plus grande pente, le programme commun de la gauche avait fondé ses objectifs sur une croissance « à la japonaise ».

Pour que l'ensemble des travailleurs

prenne conscience que cette perspective est un non-sens historique, il fallait un violent choc psychologique. Voilà que l'embargo temporaire sur le pétrole accompagné du doublement définitif de son prix provoque précisément ce choc et offre une occasion inespérée de s'engager sur la voie d'un autre type de bien-être économique.

Au lieu de cela, on entend François Mitterrand déclarer que les fondements du programme commun ne sont pas touchés par la crise pétrolière... Démagogie électorale ou impuissance radicale à imaginer autre chose que le prolongement — en mieux — de la société actuelle ? Peu importe la réponse. Le drame est qu'une nouvelle occasion de susciter une aspiration à une expérience socialiste est en train de se perdre.

la bicyclette

Ce qui peut étonner de la part d'un leader d'un parti de gauche étonne moins de la part des milieux capitalistes dirigeants : leur société, celle sur laquelle se fonde leur puissance, ne peut en effet se maintenir que dans une perspective de croissance « non-stop ». C'est la comparaison classique de la bicyclette qui ne garde son équilibre que si l'on appuie sur les pédales.

Le patronat des grandes entreprises — qui donne le ton de l'économie française — a donc besoin de la croissance. D'abord, parce qu'elle crée un climat psychologique général favorisant une consommation toujours plus forte des biens et des services. Ensuite, parce qu'elle provoque une situation de concurrence instable qui favorise les plus gros et permet la poursuite de la restructuration capitaliste — au détriment des petits et des moyens. Enfin, parce qu'en favorisant la libéralisation des prix, elle préserve, par leur hausse constante, le niveau des profits.

Pour toutes ces raisons, l'inflation n'est donc pas seulement considérée comme le moindre mal : elle n'est même plus un mal du tout mais tout à la fois la condition indispensable à la survie du système et sa sécrétion naturelle et inévitable. 1974 verra donc le maintien et mieux l'accélération d'une inflation galopante dont les prévisions les plus optimistes situent le taux aux alentours de 10 % !

Pourquoi donc, dans ces conditions, ces appels réitérés au sens des responsabilités des Français, à leur esprit d'économie, à leur nécessaire solidarité ? Pourquoi ces mines graves et ces sourcils broussailleux annonciateurs d'orages et de vaches maigres ?

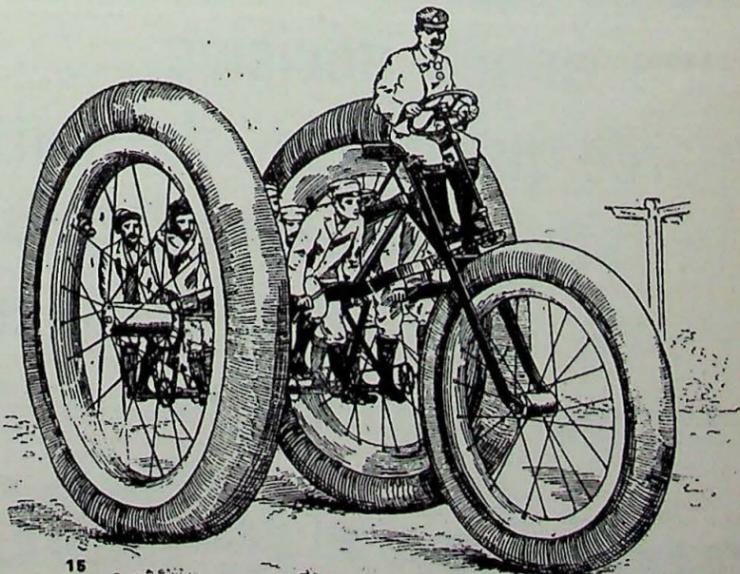
Parce que, même si le pire (la croissance zéro) a été évité, c'en est fini aussi de l'abondance garantie par l'expansion « à la japonaise ». Après les miracles nippons et allemands, le miracle français va devoir lui aussi, être rangé au magasin des accessoires.

Et si 1974 ne sera pas l'année de la panne sèche, ce sera quand même, à tout le moins, celle des ratés dans le moteur et du nécessaire ralentissement. A cela, deux raisons : le pétrole et la concurrence étrangère.

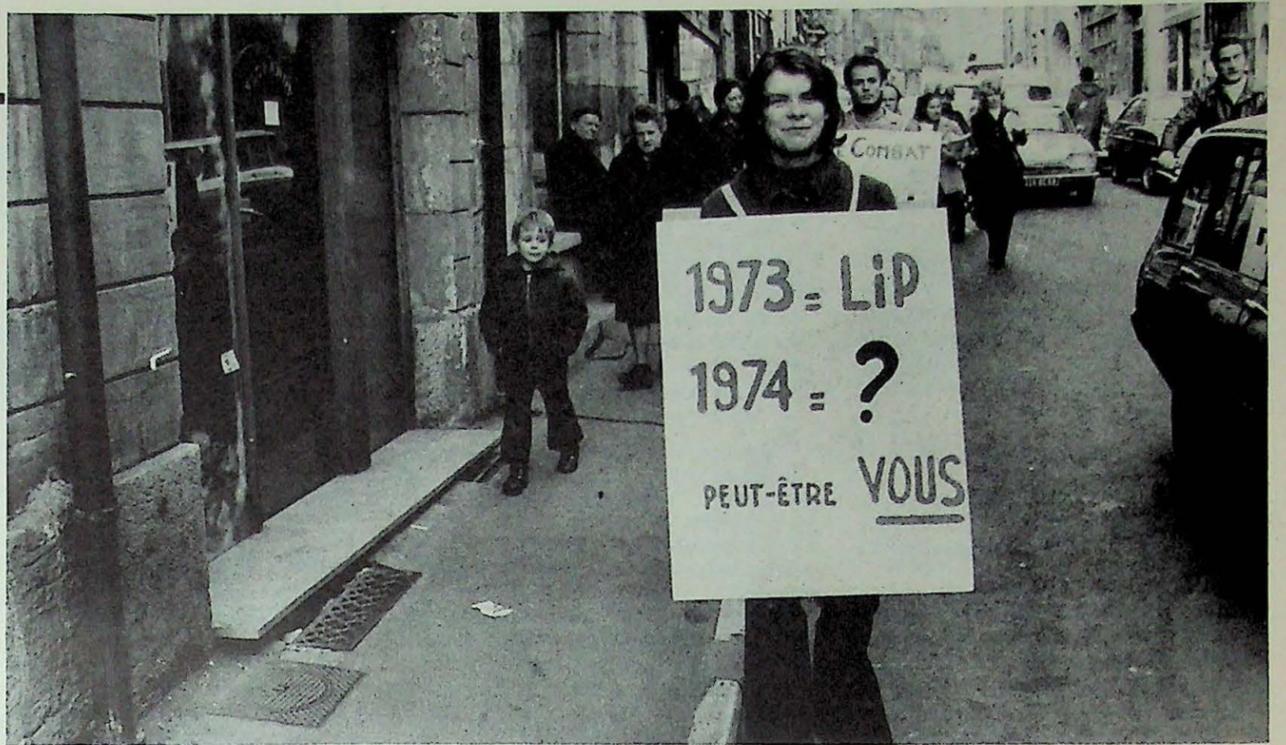
Le pétrole : lorsqu'il était à deux dollars le baril, il y a quelques années, on pouvait l'utiliser sans trop y regarder. Son coût marginal était voisin de zéro. A 12 dollars, le voilà qui devient une composante du coût de production de nombreux produits (chimie, textile, pharmacie, aluminium) et de services divers (transports notamment et particulièrement l'automobile et l'aéronautique).

prévisible

On va donc nécessairement assister à un ralentissement de l'activité des branches les plus grosses « mangeuses » d'hydrocarbures en même temps que seront indispensables des transformations structurelles au sein de l'industrie, certaines activités devenant peu rentables, voire déficitaires, d'autres au contraire devenant plus



crise



rester sur la position défensive que propose une partie de l'extrême gauche sur le thème « les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise ». Des luttes sociales même fortes seront insuffisantes si elles ne sont pas liées à une alternative politique. On comprend mieux aujourd'hui la portée de nos critiques contre le Programme commun et le sens des questions fondamentales qui furent posées par le Manifeste de

Toulouse : « Produire pour quoi, produire pour qui ? ».

C'est en effet tout un mode de vie, tout un système de rapports sociaux qui est aujourd'hui en cause. Toute riposte qui se situerait en deçà de ces exigences sera impuissante à emporter la victoire. C'est pourquoi le PSU par les propositions qu'il vient de faire lors de sa dernière conférence de presse, affirme la nécessité d'initiatives importantes aussi

bien dans la perspective de l'autogestion socialiste que dans celle du renforcement de l'unité populaire.

TS chaque semaine s'attachera à préciser nos analyses, nos objectifs et notre conception d'une alternative économique, sociale et politique à ce régime. Jacques Gallus et Yves Le Foll ouvrent ici le dossier.

G. F. ■

« juteuses » : d'où transferts de capitaux et de main-d'œuvre.

Il y a là une première cause de chômage, non seulement pour 1974, mais pour les années à venir si l'on ne trouve pas rapidement des substituts à la production des dérivés d'hydrocarbures.

La deuxième raison du ralentissement prévisible, c'est le risque de la concurrence étrangère : il est lui directement lié à l'inflation, dont on a vu qu'elle ne pouvait que demeurer une constante des données de la vie économique française. Les produits français, plus chers, perdront de leur compétitivité, et ce risque existait avant même la crise du pétrole. Le plan anti-hausse de Giscard d'Estaing, axé sur une restriction du crédit et un alourdissement de l'impôt a pour but de ralentir la hausse des prix en freinant l'activité : pour toutes les raisons déjà dites, il y a peu de chances que cela ait une quelconque influence sur les prix ; il y a toutes les chances, en revanche, que s'aggrave le chômage. C'est d'ailleurs probablement là son objectif réel : briser les revendications salariales syndicales, afin de protéger les marges bénéficiaires des entreprises...

optimisme

Alors, 74, année de crise ? Les experts prévoient, pour la France, un rythme de croissance de 3,5 à 4 %, contre 7 % en 73 ; une hausse des prix de 10 % contre 7,5 % l'an dernier ; enfin, une moyenne de 700.000 chômeurs contre 400.000 en 1973.

Mais ces prévisions pèchent sans doute par excès d'optimisme, du moins en ce qui concerne les prix et le chômage. Elles omettent en effet plusieurs facteurs, et notamment une possible poursuite de la politique arabe de revalorisation du prix du pétrole (le ministre koweïtien Al Atiqi a pourtant clairement laissé prévoir cette hypothèse) : il ne serait pas étonnant, dans ces conditions, que les prévisions sur les prix soient de 2 à 3 % en-dessous de la réalité.

D'autre part, les prévisions en ce qui concerne le chômage, ne tiennent pas compte non plus de possibles crises (suite au verso)

• une question fondamentale

DE cette année 1973 qui s'achève, l'histoire retiendra certainement beaucoup plus la crise du pétrole que la guerre du Moyen-Orient. C'est en fait une nouvelle période qui commence pour la civilisation industrielle, placée aujourd'hui devant un choix qu'elle se refusait à envisager, mais qui, de toute évidence, est pourtant inévitable.

révélateur

Le fait que les Etats arabes ont pris conscience de la puissance — économique et donc militaire — que leur confèrent leurs ressources pétrolières, constitue déjà un événement, car il peut changer les rapports de force entre les pays riches (en particulier d'Europe) et certains peuples en voie de développement. Mais l'impact de cette évolution risque d'être assez limité sur l'ensemble du tiers-monde, car nous ne croyons guère à la solidarité que pourraient manifester les émirs du Golfe Persique à l'égard des populations les plus pauvres d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud. Et, dans leurs propres Etats, l'accroissement des richesses profitera malheureusement surtout aux classes sociales déjà largement favorisées. Mais dans la logique du système capitaliste, leur décision est normale ; en vendant leur pétrole le plus cher possible, ils prennent exemple sur les pays industriels, qui leur ont jusqu'ici imposé leurs prix pour les produits qu'ils fabriquent et exportent (en s'efforçant par contre de payer le moins cher possible les matières premières ou les denrées des pays pauvres). Malheureusement, là aussi, l'effet sera plus désastreux sur les Etats les moins développés, car si l'Europe est capable d'absorber les hausses sur le pétrole, ce n'est pas

le cas pour les pays qui manquaient déjà de devises, et dont le retard économique va s'accroître encore.

Mais malgré son importance, et malgré les répercussions qu'elle aura nécessairement dans les relations internationales, cette attitude nouvelle des pays arabes nous paraît plus déterminante encore sur un autre plan. Elle aura surtout servi de révélateur aux pays riches par une prise de conscience des limites de leur croissance. Jusqu'ici tous les avertissements lancés par des économistes ou des savants s'étaient perdus dans le désert de l'indifférence générale. Le grand public, et aussi les gouvernements, ont considéré comme élucubrations sans intérêt les études comme celles du Club de Rome ou de l'Institut de technologie du Massachusetts. Presque tout le monde, à gauche, comme à droite, a refusé de prendre au sérieux les déclarations d'un Mansholt. Le mythe de la croissance indéfinie avait gardé tout son prestige et partout, aussi bien dans les Etats socialistes que dans les Etats capitalistes, les études prospectives et la planification ne considéraient guère que le taux de la croissance économique. Depuis plus de cent ans, on nous promettait que l'augmentation continue — et accélérée — de la production aboutirait à un régime d'abondance où tous les besoins seraient satisfaits. On pouvait pourtant constater déjà que la situation ne s'améliorait guère dans les pays pauvres, où l'augmentation du revenu global suivait à peine l'accroissement de la population. Il était vrai, cependant, que le revenu moyen par habitant suivait une progression assez régulière dans les pays riches.

Cela peut-il continuer indéfiniment ?

C'est la question fondamentale qui est posée aujourd'hui, clairement et concrètement, par la crise du pétrole. Il ne s'agit plus d'idées d'avant-garde lancées par quelques hommes clairvoyants : nous sommes déjà dans cette réalité. Au rythme actuel de croissance, les réserves de pétrole seront probablement épuisées dans trente ans, à peu près sûrement dans cinquante. Et la plupart des matières premières indispensables à notre industrie vont, elles aussi, disparaître ou se raréfier dangereusement au cours du siècle qui vient, en même temps que deviendront catastrophiques les effets de la pollution sur l'eau, le sol. Par ailleurs l'accroissement de la population pose le problème de la nourriture : dans ce domaine aussi les limites seront vite atteintes.

un débat

On peut évidemment continuer à fermer les yeux, dans un optimisme béat qui fait entière confiance à la science et à la technique pour résoudre toutes nos difficultés. Mais ce n'est là qu'un pari, et s'il est perdu, il sera trop tard, dans deux ou trois dizaines d'années, pour récupérer les chances que nous aurons continué à gaspiller.

Nous ne pouvons aujourd'hui que poser la question. Mais nous sommes persuadés qu'il s'agit là du débat essentiel des prochaines années. Il appartient aux forces progressistes de l'ouvrir dès maintenant en cherchant à définir, face à ces perspectives nouvelles, les types de civilisation et de société qui peuvent le mieux garantir l'avenir des générations prochaines — y compris bien entendu celles du tiers-monde, qui ont droit, elles aussi, à la justice.

Yves LE FOLL ■

conjoncture

qui fera les frais ?

ses sectorielles graves : or l'abandon d'un projet industriel majeur, comme Concorde, par exemple, ne paraît guère du domaine des hypothèses farfelues et la SNIAS emploie quelque 40.000 personnes, en majorité dans la région toulousaine...

Il est probable que, pour des raisons politiques évidentes, les pouvoirs publics maintiendront à coups de subventions une activité minimum capable d'éviter une crise dramatique dans une telle hypothèse.

Du point de vue juridique et de leur point de vue financier personnel, ces travailleurs ne seront donc pas des chômeurs, mais du point de vue de l'appareil économique d'ensemble, il n'y aura là qu'un chômage déguisé tel qu'on le pratique dans les pays de l'Est lorsqu'un secteur devient déficitaire.

contrôle ouvrier

Récession, donc, en 1974. Reste à savoir qui en fera les frais. Une première analyse peut faire penser que la situation sera, somme toute, assez favorable au patronat. Traditionnellement en effet, les menaces sur l'emploi sont un frein pour la combativité des travailleurs, souvent tentés de mettre une sourdine à leurs revendications, salariales notamment, par crainte du chômage. La hausse des coûts salariaux risque donc d'être ralentie.

Ensuite, parce que si la crise pétrolière n'a pas converti le patronat au socialisme, elle l'a sûrement convaincu d'accomplir un vaste effort de recherche et d'innovation technologique, toujours bénéfique à terme (on en discerne un premier signe, par exemple, dans les projets gouvernementaux assez nouveaux de réorganisation de la politique des transports en commun en région parisienne...).

Un capitalisme trouvant en lui-même assez de ressources pour maîtriser une situation difficile et la retourner à son profit ; une classe ouvrière paralysée par le spectre du chômage : il y aurait là de quoi sombrer dans le pessimisme...

Les patrons auraient tort pourtant de pavoiser trop vite. Il est vrai que, en période de récession et de chômage, les conditions de lutte des travailleurs sont rendues plus difficiles. Il est vrai que, empêtrés dans les considérations dépassées d'un programme commun brusquement rendu caduc, les forces de gauche traditionnelle ne savent trop comment faire face à la situation nouvelle.

Il est vrai aussi que les travailleurs ont appris de nouvelles formes de combat, élaboré de nouvelles stratégies et que 1974 pourrait bien être l'année du contrôle ouvrier.

Quelque part en Franche-Comté, depuis 10 mois maintenant, un millier de travailleurs résistent victorieusement à une entreprise de liquidation et de licenciement montée contre eux par le grand patronat international. A Besançon. Ils s'appellent, toujours, les Lip...

Jacques GALLUS ■

la situation monétaire après Téhéran

PARMI les nombreux effets du doublement du prix du pétrole, le bouleversement des données monétaires internationales n'est pas la moindre.

Avant Téhéran, on était en présence d'un dollar financièrement affaibli par ses dévaluations nécessaires de décembre 1971 et février 1973 et qui rendait de ce fait les produits américains plus compétitifs sur le plan commercial. La situation a profondément changé avec la montée à 12 dollars du baril de pétrole.

« hasards »

En effet, ainsi que l'a calculé l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique qui regroupe les principaux pays capitalistes), ce renchérissement va coûter aux pays membres 50 milliards de dollars, en sorties de devises supplémentaires dont 33 milliards pour les Neuf du Marché commun.

Cette somme considérable va mettre brutalement en déficit des balances de paiements comme celles de l'Allemagne ou de la France qui étaient jusqu'à ce jour aisément équilibrées. Ainsi, une monnaie forte comme le mark va-t-elle se trouver en proie à une spéculation hostile ainsi que — à plus forte raison — le franc.

En revanche, le dollar sera beaucoup moins sujet à ce mouvement en baisse puisque la relative autonomie énergétique des Etats-Unis leur évitera cette hausse massive du coût des importations. Ainsi, les « hasards » de l'histoire font bien les choses puisqu'au moment

où la cote financière de la monnaie américaine diminuait, un événement tout à fait extérieur à la question monétaire vient sauver le malade.

Ce hasard est d'autant mieux calculé qu'il n'a pas seulement pour le dollar un effet bénéfique au plan financier mais aussi au plan commercial, puisque les marchandises européennes et japonaises subiront plus fort le contrecoup de l'inflation pétrolière que leurs concurrentes américaines.

Dans ces conditions, on comprend que les autorités fédérales des Etats-Unis se déclarent peu pressées de mettre en application le projet de réforme ou système monétaire international préparé l'été dernier à Nairobi, bien que celui-ci ait été l'occasion d'un alignement des thèses françaises sur les thèses américaines. Car rien n'est plus favorable à l'économie américaine que cet univers monétaire sans loi ni principe lorsque le dollar est en position de force.

beaux jours

Si l'on ajoute à ces remarques le fait que des dizaines de milliards de dollars « baladeurs » supplémentaires vont alimenter les marchés monétaires internationaux, on comprend que les spéculateurs de tous poils ont de beaux jours devant eux. Et que, moins que jamais, les autorités monétaires nationales n'auront les moyens politiques, économiques et monétaires de conjurer une crise s'attaquant plus particulièrement à l'une d'entre elles.

J. G. ■

Lip peut vivre Messmer le sait ! Lip vaincra Messmer cédera !



« J'ai dit : Lip, c'est fini, et Lip c'est fini... Que l'on ne m'en parle plus ! » Il éructe, il rage, il bave. Pour un peu, il mordrait, le légionnaire. Rarement la télévision ne nous aura donné de voir pareil spectacle ! Sans pitié, le petit écran, pour les Premiers Ministres qui perdent leur sang-froid... M. Messmer était jusqu'à présent ridicule à force d'inexistence. Maintenant qu'il s'efforce d'exister, le voilà qui devient pitoyable. Quant à son jugement sur Lip, c'est la troisième fois que le colonel-légionnaire nous ressert le même plat : il est maintenant froid comme la haine de classe qui anime son auteur. Lip vivra, Messmer !

SOUVENEZ-VOUS : la première fois c'était après le vote des travailleurs refusant le plan Giraud de démantèlement et de licenciement. Messmer était allé se faire

voir à Brest : « Lip, c'est fini ! » claironnait-il. C'était en septembre...

Depuis, un groupe d'industriels faisait savoir, chiffres en main, que Lip pouvait vivre et que le premier mi-

LIP-REPRESSION

LIP - Répression. Deux mots qui ont tendance à s'accoler, maintenant de plus en plus fréquemment. Faute d'avoir pu briser le mouvement, on s'attaque à ceux qui l'ont soutenu, et continuent de le soutenir. Les militants politiques et syndicaux savent qu'ils peuvent trouver demain sur leur chemin les forces de répression. Légales, comme Robert de Caumont ou Jean-Louis Breton. Illégales et criminelles, comme celles qui se sont attaquées au P.S.U. à Grenoble ou dans le Val-d'Oise.

● L'affaire de Caumont : Robert de Caumont, militant PSU du Calvados a été arrêté fin décembre alors qu'il vendait des montres Lip dans un local municipal d'Hérouville. Emmené au commissariat menottes aux mains (!) et interrogé pendant trois heures avant d'être relâché. La fédération du Calvados et le bureau national publièrent aussitôt un communiqué commun déclarant notamment :

• Tous les militants du PSU ont vendu, vendent et vendront le fruit du travail des ouvriers de Lip, tant que ce

sera nécessaire. Ils sont donc entièrement solidaires de leur camarade. Ils poursuivront leur action sans céder à une intimidation qui montre bien, une fois de plus, dans quel camp sont aujourd'hui la police et la « justice » de ce pays.

Depuis, la vente des montres se poursuit sans relâche à Hérouville, et le drapeau Lip flotte sur le château d'eau de la ville. Et la presse locale titre : « Hérouville à l'heure Lip »...

● L'affaire Breton : En fait, plus qu'une affaire Breton, c'est une affaire CFDT police. Et plus que la CFDT, c'est tout le mouvement syndical qui est concerné, puisque c'est l'exercice même du droit syndical qui est en cause. Jean-Louis Breton, inspecteur de la brigade des mineurs de Paris, secrétaire du syndicat CFDT de la police parisienne, est menacé de révocation. Après plusieurs convocations et interrogatoires à l'Inspection Générale des Services, Breton doit passer prochainement en conseil de discipline.

Son crime : il faisait partie, avec quatre autres policiers CFDT, de la délégation qui s'est rendue à Besançon, en novembre, pour dialoguer avec les travailleurs de Lip. C'est lui qui a pris la parole devant l'assemblée générale des Lip, où il n'a d'ailleurs rien dit de plus que ce que disent régulièrement les CFDT police, dans ses communiqués, ou dans ses textes de congrès (TS 595).

nistre se trompait. Un plan était présenté qui démontrait que Lip était rentable, que le démantèlement était un non-sens, que les licenciements n'étaient pas une obligation économique et obligeait Messmer à reconnaître que « Lip, c'était pas tout à fait fini... »

Mais le pouvoir faisait capoter le projet, par Société Générale interposée. « Lip, c'est bien fini » reprenait le premier cancre de France. C'était en décembre...

Seulement voilà : la pression de certains capitalistes se fait forte. Il faut se défendre contre l'invasion horlogère japonaise et américaine. Seul en Europe, aujourd'hui, Lip permet de monter une industrie horlogère européenne « faisant le poids », dans laquelle existent des intérêts français. Charbonnel nomme alors M. Neuschwander afin de dégager les nouvelles possibilités d'une solution industrielle. De nouveau la démonstration est faite que Lip ce n'est pas fini, et cette fois directement par un ministre...

Et le coq chante pour la troisième fois : c'est l'ahurissante déclaration de samedi soir dernier, à Sarrebourg. Messmer ferait bien de rejoindre très rapidement sa véritable place dans la classe politique qui est la sienne : au fond, bien au chaud, près du radiateur.

Reste la réalité des faits. Il est nécessaire aujourd'hui de regarder un peu en arrière.

Nous le disions dès début juillet, à partir de l'analyse économique que nous avons faite de Lip : cette entreprise est rentable. Ce qui pouvait être pris pour une position partisane du PSU et de la CFDT a été depuis largement confirmé par des capitalistes.

Nous disions, lorsque Giraud a été nommé par Charbonnel, que la solution de négociation choisie était la plus mauvaise. Le pouvoir envoyait un homme sans équipe de soutien, sans aucune étude économique, ne connaissant rien à l'horlogerie ni à l'entreprise. Ce même homme devait préparer une solution industrielle et négocier ses conditions sociales. Il n'avait aucun atout ; il ne pouvait qu'échouer : c'est d'ailleurs pour cela qu'il avait été nommé. Nous avions à l'époque dénoncé ces fausses négociations dont le but n'était que de prouver qu'il fallait démanteler et licencier, sans même tenir compte des réalités économiques.

Vient alors la nomination, par Charbonnel, de Neuschwander. Il a déjà, dans le passé, fait des études et signé un rapport sur Lip, qui en soulignait la mauvaise gestion. Sa mission consiste à préparer une étude industrielle préalable à toute négociation. Il s'appuie sur une équipe : Mac Kinsey et Interfinexa.

en espérant qu'il n'aboutirait pas. Les premiers résultats de son travail étant contradictoires à cette espérance, la déclaration a pour but d'arrêter sa mission. Ou bien il ne s'agit pas de cela. Le pouvoir, devant la montagne

des problèmes d'emplois qui s'annoncent pour la deuxième moitié de 74, voudrait régler le problème Lip. La déclaration de Messmer relève alors d'une crise de démenche en cours d'interview...

le blocage politique

En tout cas, aujourd'hui, une chose est sûre : un homme a été nommé pour reconstruire la solution industrielle que l'opération-refus de la Société Générale a fait échouer. Il devait remettre son rapport mardi dernier à Charbonnel. En plein milieu du travail Messmer a fait la déclaration que l'on sait, ce qui a pour conclusion de faire dire à Neuschwander que son ordre de mission est suspendu, puisque cela l'empêche de continuer sérieusement son étude. Une réunion était prévue le 10 entre organisations syndicales, Charbonnel, Neuschwander. A partir du projet industriel présenté, une négociation sociale pouvait s'ouvrir. Eh bien, quelles que soient les déclarations du colonel, **cette réunion doit avoir lieu le 10 et même plus tôt si possible.**

Si ce n'était pas le cas, une nouvelle fois la démonstration serait fai-

te : le blocage est politique. Nous le disons depuis longtemps : c'est aujourd'hui, premier ministre en tête, le gouvernement qui en fait la démonstration.

Alain RANNOU ■

Dernière minute : Une tuile pour Messmer !

Pour installer l'armement,
Arbel loue un bâtiment,
Les Lip opèrent nuitamment,
Le bâtiment est en plein vent !
Non au démantèlement !
Messmer : « Lip c'est fini »
N.I. nini, ça recommen-en-ce !

(le poème de Bacri auquel vous avez échappé cette semaine !)

les fausses solutions

Nous avons dit (TS n° 601), dans un article intitulé : « Les 4 solutions », que la seule issue viable était un plan de type Interfinexa, c'est-à-dire sans démantèlement, avec des partenaires et des investissements permettant de donner une taille européenne à l'entreprise. Ce n'est pas un hasard si Interfinexa fait partie de l'équipe de Neuschwander, et il y a gros à parier que le rapport en cours de préparation présente de fortes analogies avec celui du mois de décembre (avec, sans doute, des sources d'investissement différentes).

Il faut donc toute l'incompétence et l'aveuglement de Messmer pour parler

aujourd'hui, à nouveau, d'une reprise séparée de l'atelier d'équipement civil et militaire.

Tout cela, bien sûr, nous le disions dans un cadre capitaliste, c'est-à-dire dans le cadre où, aujourd'hui, il faut trouver une solution pour Lip. Tout cela, des capitalistes, sachant ce que faire des profits veut dire, l'ont confirmé. Alors il faut se poser des questions. La crise d'hystérie de Messmer peut vouloir dire plusieurs choses : ou bien Neuschwander a été nommé pour ne pas aboutir et le pouvoir, devant l'impossibilité pour celui qu'il a désigné de faire la démonstration, se fâche. Ou bien on a nommé quelqu'un

SOCIETE GENERALE : boycott !

L'aharnement de Messmer, qui s'évertue à bloquer toute solution à Lip n'est pas nouvelle. Il semble bien que ce soit même sur sa pression personnelle que la Société Générale ait refusé son argent à Lip. Si cette information se trouvait confirmée, elle n'ôte rien aux responsabilités de cette banque, mais ajoute par contre à celles déjà lourdes du premier ministre. Notre campagne n'en a donc que plus d'importance.

Celle-ci commence déjà largement à porter ses fruits. Financièrement, la somme des retraits déjà effectués avoisine les 20 millions d'anciens francs. Encore l'important est-il davantage dans l'absence de fonds versés régulièrement que dans les sommes brutes qui sont retirées. Ainsi, ce lecteur qui nous signale que c'est 1.980 francs par mois qui se trouvent ainsi bloqués.

La Société Générale, nous en avons de multiples exemples, apprécie fort peu et s'inquiète beaucoup. Non pas bien sûr parce qu'elle risque la faillite. Nous n'avons ni les moyens, ni l'intention de poursuivre un tel objectif. Mais engagée dans une lutte au couteau avec les principales banques, elle venait de se lancer dans une vaste campagne de publicité. Son thème « ce n'est pas le banquier qui doit avoir le sourire de satisfaction, mais le client » est en train d'en prendre un sérieux coup. Nous avons même appris que des personnes qui retireraient leur compte, pour des motifs purement personnels, s'étaient vu accuser de céder à la campagne politique du PSU ! Par ailleurs, les délégués CFDT de la Société Générale ont été convoqués et soumis au chantage le plus odieux sur le thème : « Si cela continue, nous allons devoir supprimer des emplois et vous en serez responsables ».

Dans le même temps on entend un autre son de cloche : plusieurs lecteurs et militants se sont entendus répondre, sur la foi d'informations venues de la direction : « Nous n'avons pas refusé notre argent. Il s'agissait simplement d'étudier le dossier. Nous vous demandons d'attendre car une réponse

favorable pour un nouveau projet industriel sera peut-être donnée prochainement ».

Pour l'heure, en attendant les actes, nous poursuivons et amplifions notre campagne. Et nous appelons tous ceux qui soutiennent les travailleurs de Lip, organisations syndicales, mouvements, collectivités, journaux, à en faire autant. Nous ne tenons à aucune paternité en la matière !

● Voici un modèle de lettre que nous suggérons d'envoyer à la Société Générale.

Monsieur,
Un projet industriel cohérent permettant de relancer l'entreprise Lip sur des bases viables, d'assurer le non-démantèlement de l'entreprise et le réemploi du maximum de salariés a été soumis dernièrement au Gouvernement. Ce projet supposait, pour assurer le redémarrage de l'entreprise, une enveloppe financière de 40 millions. La Société Générale devait fournir 8 millions. Elle les a refusés. Que votre direction ait pris cette décision de son propre chef ou à la suite de pressions gouvernementales, ne change rien au problème. Je me refuse donc à placer mon argent plus longtemps dans votre banque. Je vous prie par conséquent de noter qu'à ce jour, je prends toutes dispositions pour retirer mon argent de votre société.

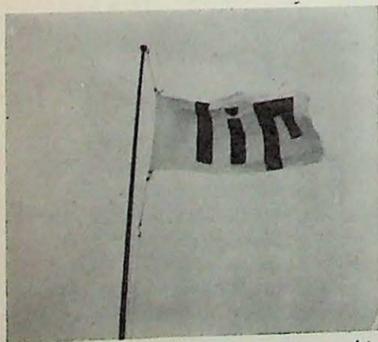
Veuillez agréer, etc.

Signature.

● Nous tiendrons régulièrement dans « T.S. » un bilan de l'opération « Refusez votre argent à la Société Générale ». Bon à retourner à « T.S. » 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Nom
Prénom
Adresse
Je déclare avoir retiré mon argent de la Société Générale, soit la somme de (1)

(1) Indication utile pour établir un bilan financier.



Hérouville : à l'heure Lip

C'est donc bien une attaque en règle contre le droit syndical — et qui donc ne concerne pas la seule CFDT. Le syndicalisme selon Marcellin, c'est l'astiquage des boutons de vareuse ; et sa conception du dialogue, c'est la matraque. Rompez, Breton !

● Val-d'Oise : reste les manœuvres d'intimidation illégales, les actes criminels, à l'origine mal déterminée. Passons sur la visite nocturne de locaux de la fédération PSU de l'Isère (brouilles, faut bien se rencarder sur l'ennemi intérieur, pas vrai ?). Ce qui s'est passé fin décembre à Ermont et à Eaubonne est autrement grave, et il y aurait pu y avoir mort d'homme.

Les faits :

Le 18 décembre 1973, la fédération du Val-d'Oise organise un meeting sur Lip avec Alain Rannou et Fredo Moutet au cinéma Eden d'Ermont.

Dans la nuit du 20 décembre, le cinéma Eden est l'objet d'une tentative d'incendie criminelle. Par bonheur, les

dispositions prises contre le feu par le directeur de la salle permettent de réduire les dégâts au minimum. Il porte plainte contre X.

Dans la nuit du 23 au 24 décembre, une deuxième tentative d'incendie est dirigée à nouveau contre le local fédéral du parti, à Eaubonne. Cette fois encore, la disposition des lieux fait que la tentative échoue. Les dégâts causés par la suie et les fumées d'essence, cependant, sont considérables : meubles, murs et plafonds des 4 pièces sont entièrement à refaire. Plainte contre X est déposée par le locataire (l'association amie « Culture et Débats »), et par le secrétaire fédéral du parti — car de toute évidence l'attentat était dirigé contre nous.

Nota bene : Il y a un peu plus de deux ans, le 22 octobre 71, un attentat au cocktail Molotov contre le siège de cette même fédération du Val-d'Oise à Eaubonne, avait provoqué d'importants dégâts matériels et, surtout, envoyé quatre militants PSU à l'hôpital, tous gravement brûlés. Le plus touché restera pendant trois mois en chambre stérile, avant d'être définitivement hors de danger. Les coupables courent toujours.

Pas toujours marrant d'être militant du PSU. Mais que ceux qui lancent les mandats d'arrêt, comme ceux qui lancent les cocktails Molotov ne croient pas nous intimider. Aujourd'hui plus qu'hier, devant l'aveuglement haineux des Messmer et des Marcellin, notre solidarité active est acquise au combat des Lip.

Lip peut vivre, Messmer le sait. Lip vaincra, Messmer cédera !

B.L. ■

les combattants de l'ombre

De lourdes peines de prison viennent tout juste de sanctionner dix membres des Commissions ouvrières que déjà un autre procès va s'ouvrir pour « juger » neuf autres emprisonnés, membres du Mouvement ibérique de libération, de tendance libertaire. Cette fois, c'est la peine de mort qui menace de frapper trois de ces militants révolutionnaires dont nous avons déjà parlé dans TS. Après l'assassinat de Carrero Blanco on peut redouter le pire. Plus que jamais. La sentence serait alors exécutoire dans les 48 heures qui suivront le verdict.

Ceux que l'on a pu appeler « los olvidados »

(les oubliés) sont accablés — comme si leur sort n'était pas suffisamment angoissant — par le poids énorme de cette quasi-indifférence qui les isole du champ « classique » de la solidarité internationale.

La gauche traditionnelle fait en effet le silence autour de ceux qu'elle considère comme des « aventuristes ». « Aventuristes », ils ne le sont ni plus ni moins que ces militants de l'ETA auteurs de l'attentat contre le « fils spirituel » de Franco. Ils ont seulement eu le tort d'échouer là où les autres ont réussi. Et, comme le dit ci-dessous Jean-Claude Gillet, ils ont, au même titre que

Camacho et ses camarades, que les membres de l'Assemblée de Catalogne, que toutes les victimes du franquisme, ils ont droit à notre solidarité (1).

L'article qui suit fait le point sur l'opposition à Franco et c'est en cela qu'il dépasse la plupart des écrits journalistiques réalisés le plus souvent à la hâte pour « faire du sang à la une » au lendemain d'un événement « sensationnel ».

(1) Comité de soutien aux révolutionnaires emprisonnés à Barcelone. Vidal Naquet, 11, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS ; et 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS (tél. : 797-46-86).

L'ASSASSINAT du « fils spirituel » de Franco et du second personnage du régime a surpris non seulement l'opinion internationale, mais aussi l'ensemble des militants révolutionnaires espagnols ou français qui suivent de près la vie politique en Espagne.

Qui et pourquoi ? Voilà les deux grandes questions qui, immédiatement, se sont posées.

Qui ? Plusieurs hypothèses s'offraient :

- Tout d'abord, le résultat d'un affrontement entre les diverses fractions composant la direction de l'Etat espagnol. Les luttes internes entre, d'une part les plus durs du phalangisme, l'armée ou les représentants de l'organisation « Christo Rey » par exemple (groupe de pression fasciste se réclamant d'une idéologie religieuse pure et dure) et les « modernistes » de l'Opus Dei, sont connues de tous.

- Les luttes d'influence sont permanentes pour l'obtention de postes au sein du gouvernement. Mais il est peu probable que ces luttes aboutissent à un tel attentat. En effet, c'est l'alliance de ces fractions qui peut seule assurer la pérennité du régime ; leurs conflits se règlent au Pardo (résidence de Franco) et non dans la rue.

- Deuxième hypothèse : un groupe anarchiste. Il en existe suffisamment en Espagne pour envisager cette possibilité. Mais aucun ne semble assez organisé pour avoir réalisé cet attentat (vu les conditions techniques dans lesquelles il s'est produit). Il fallait une organisation rodée pour ce genre de « travail », et aucun groupe anarchiste ne la possède. Souvent isolés, rapidement décapités, inexpérimentés (les anarchistes de 36 ont disparu plus ou moins de la vie politique, et ils ont près de 70 ans aujourd'hui), ces groupes ne paraissent pas « à la hauteur de l'événement ».

- Troisième hypothèse : les forces oppositionnelles espagnoles. D'emblée, il faut exclure le P.C. espagnol, opposé pratiquement à toute violence et encore plus au terrorisme. Le F.R.A.P. (Front révolutionnaire anti-fasciste et patriote), qui semble aujourd'hui en Espagne la force la mieux organisée, ne peut être à l'origine d'un tel attentat. Certes, il prône la violence de masse (même la lutte armée), mais sa ligne politique exclut pour le moment le terrorisme.

- Il restait donc l'ETA (Euskadi Ta Askatasuna, c'est-à-dire « le peuple basque et sa liberté »). Cette organisation basque a certes l'habitude du coup de main, de l'enlèvement (qu'on se rappelle celui du consul allemand à San Sebastian pendant le procès de Burgos), de l'attaque de banque à main armée, du sabotage, etc. Mais son champ politique se limitait aux quatre provinces basques de l'Espa-

Depuis ces réflexions, la confirmation de cette hypothèse est venue : une conférence de presse de plusieurs militants basques de l'ETA a été réalisée dans la région bordelaise, donnant les explications nécessaires : géographie de l'attentat, préparation, technique utilisée, départ de l'Espagne, tout a été précisé.

une double signification

Reste donc la question : Pourquoi ?

Pour y répondre, il est nécessaire de revenir en arrière. A l'origine, l'ETA est une organisation nationaliste qui lutte pour l'autodétermination du peuple basque. Il y a quelques années, l'ETA s'est divisée en deux organisations : l'ETA 5 (qui se réclame de la ligne politique de la V^e Assemblée de l'ETA) et l'ETA 6 (scission de l'ETA 5 qui se réclame des décisions de la VI^e Assemblée). L'ETA 6 diverge de l'ETA 5 essentiellement sur deux points. D'une part, elle condamne le nationalisme petit-bourgeois de l'ETA 5 et se réclame du marxisme révolutionnaire. D'autre part, elle s'oppose à la pratique de la guérilla urbaine préconisée par l'ETA 5, et lui oppose la lutte de masse.

En définitive, l'ETA 6 pense que la libération du peuple basque passe par la révolution socialiste dans l'ensemble de l'Espagne, et par une lutte de classe qui suppose l'alliance du prolétariat basque et du prolétariat du reste de l'Espagne, et non par la constitution d'un front national aux contours ambigus. Pour l'ETA 6, la bourgeoisie basque et son support banco-industriel sont des ennemis de classe au même titre que la bourgeoisie espagnole qui soutient le régime franquiste.

Mais, depuis cette scission, les choses ont évolué : d'une part, l'ETA 6 semble s'être scindée en deux groupes. En effet, désormais, une branche de l'ETA 6 est animée par les trotskistes liés à la IV^e Internationale, l'autre branche regroupe les éléments restants, en particulier marxistes-léninistes. En définitive, et depuis plusieurs mois maintenant, l'ensemble de l'ETA 6 a plus ou moins disparu de l'échiquier politique, traversée par des crises internes et des débats idéologiques, sans aucun lien avec une pratique de lutte de masse.

A l'inverse, l'ETA 5 a résisté aux secousses, s'est renforcée et joue un rôle considérable dans la lutte du peuple basque contre le franquisme. Et c'est elle, en particulier, qui est à l'origine de l'attentat contre Carrero Blanco.

A notre avis, ce coup porté en plein Madrid a une double signification :

- Militaire, tout d'abord. L'ETA 5 a décidé de passer à un niveau supérieur de la lutte, en ne limitant plus ses coups en territoire basque, mais en plein cœur de l'Etat espagnol. Cela prouve ses capacités militaires et organisationnelles. Il faudra désormais compter avec elle dans toute l'Espagne.

- Politique, enfin. En effet, cette action tend à prouver qu'en portant ses coups chez l'adversaire, et non plus en les limitant au Pays basque, une évolution politique est intervenue dans l'ETA 5. Sa vision étroitement nationaliste va s'ouvrir obligatoirement à l'ensemble de la vie politique espagnole. Des contacts seront inévitablement établis avec d'autres organisations politiques anti-franquistes, des débats vont intervenir qui lieront à la fois la lutte pour le socialisme (dont l'ETA 5 se réclame) et la lutte de libération nationale des Basques, des Catalans, des Galiciens, etc.

Cet élargissement a un intérêt non seulement pour le combat du peuple espagnol qui va passer à un nouveau stade politique, militaire et idéologique, mais aussi pour les militants révolutionnaires français qui posent le même type de question sur le problème des minorités nationales.

D'autre part, avant ces événements, le 28 octobre, 113 personnes furent arrêtées dans une église de Barcelone par la brigade politico-sociale (police politique de l'Espagne). Les détenus sont accusés d'avoir préparé la « Seconde assemblée des forces démocratiques de Catalogne ». L'immense majorité des personnes arrêtées sont des intellectuels, professeurs, économistes, membres de professions libérales.

La première Assemblée, réunie en novembre 1972, regroupait à peu près l'ensemble des forces d'opposition existant en Catalogne : le PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne, c'est-à-dire la branche catalane du PC espagnol de Carillo) ; Bandera Roja, scission gauchiste du PSUC apparue en 1968 ; le PCI (Parti communiste internationaliste), scission maoïste du PSUC apparue en 1967 ; le Mouvement socialiste de Catalogne ; l'Union démocratique de Catalogne (démocratie chrétienne) ; le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) ; le FNC (Front national catalan) de tendance autonomiste et social-démocrate ; le PSAN (Parti socialiste de libération nationale), scission du FNC, équivalent catalan de l'ETA basque ; divers groupes anarchistes, trotskistes, mais aussi des représentants des forces de la bourgeoisie catalane industrielle et bancaire, et même les carlistes (force politique monarchique qui se réclame de Charles de Bourbon, prince d'Espagne (1818-1861), comte de Montemolin et préten-

dant au trône d'Espagne ; sans oublier les forces syndicales : les commissions ouvrières ; la CNT (de tendance anarchiste), l'UGT (de tendance socialiste) (1).

La première assemblée établit un programme commun de lutte contre le franquisme réclamant :

1. l'amnistie pour les détenus et exilés politiques ;
2. l'exercice des libertés démocratiques fondamentales ;
3. le rétablissement provisoire des institutions du statut catalan de 1937 ;
4. la coordination de tous les peuples de la péninsule dans la lutte démocratique.

Une telle Assemblée ne pouvait résister longtemps face à la réalité de la lutte des classes en Espagne.

“l'alternative démocratique”

En effet, une triple alliance imposa sa politique à l'Assemblée de Catalogne. Cette alliance regroupait le PC espagnol, les représentants de la bourgeoisie catalane et les autonomistes catalans plus « culturalistes » que révolutionnaires. Il faut savoir qu'en Espagne, le PC propose à toutes les forces anti-franquistes la conclusion d'un « pacte pour la liberté », pacte qui regrouperait toutes les forces anti-franquistes espagnoles, y compris avec les partis, organisations ou groupes qui maintiennent des liens ou défendent d'une façon ou d'une autre les intérêts de l'oligarchie (ou d'un de ses secteurs). Cette alliance du prolétariat avec une partie de la

Partisans de l'ETA à l'entraînement.



bourgeoisie peut aller jusqu'à certains membres de l'aristocratie, soi-disant libéraux, évolutionnistes ou modernistes (y compris d'anciens ministres de Franco).

Cette « alternative démocratique » a trouvé son incarnation en Espagne dans la seule « Assemblée de Catalogne », du moins pour le moment, et a été plus ou moins tolérée par le pouvoir franquiste, soucieux de ménager l'avenir (n'oublions pas, par exemple, qu'une littérature catalane demeure vivante à Barcelone et que les œuvres de Lénine, Mao ou Marx sont éditées en catalan, mais pas en espagnol).

Cette mainmise de la bureaucratie du PC espagnol avec ses alliés sur l'Assemblée de Catalogne a vite provoqué des ruptures avec les révolutionnaires. Le PC espagnol (marxiste-léniniste), le FRAP, le PCI, les anarchistes ont refusé de participer à la seconde Assemblée. Le FAC (Front de libération catalan), nouvelle organisation communiste libertaire, qui semble très active à l'heure actuelle, n'y participera pas non plus.

Certes, les cent treize représentants de l'Assemblée ont été emprisonnés, torturés pour certains d'entre eux, et une quarantaine sont encore détenus, parce qu'ils refusent de payer la caution qu'on leur réclame. Et notre rôle est de protester contre cette nouvelle manifestation de la répression franquiste.

Mais il faut savoir que quelques jours avant la tenue de cette Assemblée, Cipriano Martos, ouvrier de la construction, membre du PCE (marxiste-léniniste) est mort en Catalogne à la suite des tortures infligées par la Garde civile. L'Assemblée n'en a pas soufflé mot, ce qui montre bien les limites de son combat.

En pays catalan français, bien des militants, plus par sentimentalisme que par réflexion politique, ont non seulement protesté contre les arrestations, mais proclamé leur soutien à l'Assemblée de Catalogne. Bien que se réclamant du socialisme et de la révolution, ils ont agi en réalité en nationalistes petits-bourgeois et rencontré sur leur chemin l'opposition de la fédération catalane du PSU. Il ne suffit pas, à nos yeux, que le drapeau catalan soit rouge et or pour rallier les révolutionnaires.

Un autre fait important de l'histoire espagnole récente : le procès de Camacho et des membres des Commissions ouvrières.

C'est le jour même de l'attentat que s'ouvrait le procès de Camacho et de neuf autres membres des Commissions ouvrières. Il faut rappeler ici deux choses :

1. Les commissions ouvrières sont l'organisation syndicale illégale, plus ou moins tolérée suivant les périodes par le pouvoir, et liée au PC espagnol (d'où le bruit fait autour de ce procès en France par le PC français et ses satellites) ;

2. Il y a un événement, passé sous silence à l'époque, qui révèle bien

l'orientation politique des commissions ouvrières et de Camacho en particulier.

En effet, au mois de mai dernier est sorti de la prison de Carabanchel (où était détenu Camacho) un appel « à la classe ouvrière, aux peuples scus l'Etat espagnol » signé par les prisonniers politiques du PC (ML), des JC (ML), ETA 5, ETA 6, des deux tendances de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) de l'OSO et de la FUDE. Ils décident d'organiser la protestation contre les tortures qui se pratiquent dans la prison, notamment en refusant de sortir de leurs cellules, en boycottant le cinéma et la télévision.

Le directeur essaie d'étouffer la lutte en faisant des concessions secondaires, mais une nouvelle réunion des détenus décide de continuer la lutte en refusant, par exemple, les paquets donnés par les familles. Les membres du PC espagnol détenus dans cette prison, bien que très largement minoritaires, refusent les décisions de l'Assemblée générale, considérées par eux comme aventuristes. Ils rompent l'unité et ne participent plus aux réunions.

Alors que les autres détenus (85) décident d'entraîner une grève de la faim pour obtenir la réintégration de deux militants transférés ailleurs pour interrogatoire, les « carillistes » (ainsi nommés parce que membres du PC espagnol dont Santiago Carillo, bien que résidant à Moscou, est secrétaire général) boycottent la grève et proposent à la place l'envoi d'une lettre de protestation au ministre de la Justice.

Malgré cette trahison, les détenus vaincraient : les prisonniers incarcérés ailleurs sont réintégrés à Carabanchel, et il n'y aura aucune sanction contre les grévistes. L'action a remporté la victoire.

Certes, pour revenir au procès, Camacho et ses camarades ont écopé de douze à vingt ans de prison, et comme les membres de l'Assemblée de Catalogne, ils ont droit à notre solidarité. Mais, en même temps, il est intéressant de révéler le véritable comportement politique qu'ils ont eu à Carabanchel : pendant la grève, Camacho eut une entrevue d'une heure avec le directeur de la prison (et cela, ce n'est pas la presse communiste qui nous l'apprend).

solidarité et soutien

Dans ce contexte, quelle doit être notre attitude politique, pour nous, au PSU ? Elle se situe à deux niveaux :

a) La solidarité : en tant que militants socialistes, notre solidarité doit être sans partage vis-à-vis de l'ensemble des prisonniers politiques espagnols, quelle que soit leur tendance politique.

Nous pouvons donc accepter de faire des actions unitaires avec les forces syndicales et politiques françaises, sur cette base, à trois conditions :

— Une expression publique autonome du PSU.

— Le refus de notre part que soient mis en avant les militants révisionnistes du PC espagnol par le PC français (certes, Camacho en a pris pour vingt ans, mais, le 6 décembre, un militant basque de l'ETA était tué à San Sebastian d'une balle dans la nuque, le 9 décembre un militant du FRAP était tué à la frontière franco-espagnole, des militants du MIL (Mouvement ibérique de libération) sont menacés d'une condamnation à la peine de mort, lors de leur procès qui doit intervenir à Barcelone entre les 15 et 20 février). En comparant l'étendue des sanctions, on s'aperçoit donc que les organisations révolutionnaires sont plus durement frappées que les membres du PC espagnol, que l'on vou-

• un haut exécuteur du fascisme

FICHE signalétique du nouveau chef du gouvernement espagnol. Né en 1908. Phalangiste intransigeant. Procureur de l'armée, lors de l'occupation de Malaga, pendant la Révolution de 1936. Puis procureur à Madrid, il devient un haut exécuteur de la répression fasciste.

Gouverneur de la Province de Leon en 1944.

De 1957 à 1965, il devient Directeur général de la sécurité (DST espagnole). Puis maire de Madrid (poste d'égale importance à celui d'un ministre).

Député aux Cortes, conseiller du Royaume, membre de la commission des lois, il participe aux assises juridiques du pouvoir franquiste.

C'est une personnalité qui avait préféré jusqu'alors se maintenir dans l'ombre du Caudillo. En mai 1973, il devient ministre de l'Intérieur de Carrero Blanco et intensifie la répression après les manifestations du 1^{er} mai (notamment à la suite de la mort d'un policier à Madrid).

Sa nomination de chef du gouvernement signifie sans aucun doute le renforcement de la fraction dure de la Falange au sein du pouvoir.



CARLOS ARIAS NAVARRO

Mais, après tout, comme l'affirment bien des militants révolutionnaires espagnols, il est impossible de faire une répression plus sauvage que celle en cours depuis plusieurs mois. Et c'est là une des contradictions du franquisme : s'il veut participer au gâteau européen, la répression ne peut dépasser « certaines limites ».

• l'Opus Dei : un appui au pouvoir spirituel

C'EST un mouvement laïque fondé par un prêtre du nom d'Escriva de Balaguer : son objectif est le contrôle maximum des circuits économiques et politiques afin de donner un appui stable et permanent au pouvoir spirituel du catholicisme.

Il contrôle une bonne partie de la presse espagnole, de l'Université, des industries et des banques.

Son attitude souple lui permet de s'attirer les sympathies depuis certains

sociaux-démocrates jusqu'à des membres influents de la réaction en Espagne.

Considérés comme les « technocrates » du régime, les opus-déistes constituent avec l'armée et la Falange, les trois grandes forces politiques de la droite espagnole.

Depuis novembre 1969, la balance penchait en faveur de l'Opus Dei au sein du gouvernement espagnol, en vue de préparer une succession sans trop de problèmes à Franco.

• Le FRAP : regrouper les forces révolutionnaires

LE PCE (marxiste-léniniste) est le noyau originel du Front révolutionnaire antifasciste et patriote. Au fil des années, il s'est implanté peu à peu dans l'ensemble de l'Espagne et tend à regrouper diverses forces révolutionnaires (socialistes, autonomistes, communistes). On y trouve par exemple les Jeunesses Communistes marxistes léninistes, l'Union populaire des femmes, la Fédération universitaire démocratique espagnole, l'Union populaire de la campagne, l'Union populaire des enseignants, la Fédération des étudiants démocrates de l'Enseignement secondaire, l'Opposition syndicale ouvrière.

Il s'est implanté aussi dans l'immigration espagnole en Europe (France, Italie, Allemagne). Il est à l'origine de la création du CERAP (Comité Espagne républicaine antifasciste et populaire) dont Jean Cassou est le président en France et dont plusieurs antennes sont en voie de création dans diverses villes de notre pays.

Enfin, le FRAP vient d'établir des relations assez étroites avec le FAC et l'ETA 5.

La base politique du Front est la suivante :

1. Renverser la dictature fasciste et expulser l'impérialisme yankee, au moyen de la lutte révolutionnaire.
2. Etablissement d'une République populaire et fédérative qui garantisse les libertés démocratiques pour le peuple et les droits pour les minorités nationales.
3. Nationalisation des biens des monopoles étrangers et confiscation des biens de l'oligarchie.
4. Profonde réforme agraire, sur la base de la confiscation des latifundios.
5. Liquidation des restes du colonialisme espagnol.
6. Formation d'une armée au service du peuple.

Il édite en espagnol, français, allemand, italien, anglais, un bulletin mensuel (style APL Paysans) intitulé APEP (agence de presse Espagne populaire).

— drait nous faire passer pour des « martyrs ».

— La condamnation de la coopération franco-espagnole, sur les plans militaire et policier.

b) Le soutien politique : le PSU ne peut l'accorder à n'importe quelle organisation anti-franquiste. En particulier, toute organisation solidaire du « pacte de la liberté », prôné par le PC espagnol, ne peut espérer obtenir notre soutien.

Par contre, des discussions, des échanges, des aides diverses peuvent être établies avec le FRAP, l'ETA, le FAC, notamment.

Plus précisément, le PSU devrait favoriser la création en France de Comités Espagne républicaine anti-

fasciste et populaire, dont la plateforme politique a paru dans le bulletin n° 1 du CERAP (boîte postale 18, Châtenay-Malabry).

Ainsi, nous contribuerons à la lutte du peuple espagnol contre le franquisme, la dictature et l'impérialisme yankee, en informant l'opinion française sur l'activité et l'implantation politique des forces révolutionnaires qui surgissent en Espagne ces dernières années et participent aujourd'hui aux luttes les plus avancées.

Jean-Claude GILLET ■

(1) Il semble que le Comité pro-FRAP de Catalogne ait participé à la première phase d'existence de l'Assemblée de Catalogne, mais il s'en retira très vite vu le contenu réformiste du programme de cette Assemblée.



l'éveil de la résistance

Tout n'est pas rose pour la junte fasciste en place à Santiago : plus de trois mois après le coup d'Etat, elle est encore loin de maîtriser une situation économique catastrophique, face à laquelle elle ne sait guère opposer que ses propres contradictions internes. C'est ce que nous explique notre correspondant sur place, qui raconte aussi comment se réorganise le mouvement ouvrier en même temps qu'apparaissent les débuts d'une résistance armée qui ne peut aller qu'en s'amplifiant.

Santiago..., décembre 73

TROIS mois après le coup d'Etat, la résistance chilienne s'organise, agit. Le premier bilan, effectué par le comité de coordination politique de la résistance quant à la situation actuelle et aux conditions de lutte, est assez favorable. Le gouvernement de la junte militaire se trouve en effet dans une situation pour le moins difficile : tant sur le plan de sa cohésion interne que sur le plan économique, les difficultés qu'il rencontre sont très importantes et, jusque-là, il n'a pas montré sa capacité à les résoudre.

Au niveau interne, la politique de la junte, en l'absence d'une ligne idéologique centrale, hésite entre diverses tendances.

On peut en effet distinguer deux courants au sein du gouvernement : une tendance dure, représentée par Leigh (armée de l'air) et Merino (marine) qui s'oppose à Pinochet (armée de terre) et Mendoza (carabiniers), tous deux favorables à une ligne plus paternaliste, plus libérale. L'origine sociale des membres composant chacune des armées explique ces diffé-

rences : les forces de l'air et de la marine sont composées de militaires d'origine le plus souvent bourgeoise, l'armée de terre et, surtout, les cara-

biniers étant traditionnellement recrutés dans les couches populaires.

Les deux « groupes » sont liés, certes, par leurs intérêts de classe et veulent renforcer le système capitaliste, mais par des voies différentes : l'armée de l'air et la marine veulent établir un pouvoir et le maintenir en se basant essentiellement sur la force et sur l'appui de la petite et la moyenne bourgeoisie. L'armée de terre et les carabiniers cherchent un appui social plus large, et notamment vers les couches populaires.

Il faut aussi préciser qu'au sein même de la Démocratie chrétienne, des divisions très nettes sont apparues et qu'un groupe, malgré les démentis nombreux de la direction de la DC, est favorable au mouvement de résistance et collabore avec celui-

ci pour certaines actions. Parallèlement, chez la moyenne et la petite bourgeoisie commence à apparaître une tendance s'exprimant ainsi : « Certes, nous ne voulions plus du régime de l'Unité populaire, mais ce n'était pas un gouvernement de ce type que nous souhaitions pour le remplacer. »

Il semble donc que même au sein de ces couches, le gouvernement actuel ne trouve plus l'appui qu'il recherche. D'autres contradictions expliquent les courants opposés qui animent la junte militaire : si Pinochet est un catholique libéral, Merino appartient à l'Opus Dei et Mendoza est laïque et franc-maçon...

D'autres difficultés rencontrées par le gouvernement pour mener une politique fasciste de type traditionnel

sauver la vie de Van Schowen

NUMERO 2» du Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.I.R.) Bautista Van Schowen Vasey a été arrêté à Santiago, dans l'après-midi du 14 décembre. Depuis, il est aux mains des tortionnaires qui tentent de lui arracher des renseignements sur ses camarades de la résistance. Sa vie est en grand danger, à la fois par les tortures qu'on lui inflige et par la menace d'élimination directe qui pèse sur lui.

Le PSU réaffirme à cette occasion sa solidarité avec les victimes de la junte fasciste et appelle à un large mouvement de protestation pour tenter de sauver la vie

de Bautista Van Schowen. Seul un tel mouvement pourra, par son ampleur internationale, dissuader la bande de Pinochet d'aller au bout de sa « logique » par l'assassinat. Communiqué du Bureau National du PSU ■

Agé de 30 ans, membre de la commission politique du MIR, Bautista Van Schowen a abandonné sa profession de médecin pour se consacrer entièrement à l'action révolutionnaire. En 1964 il quitte la Jeunesse Socialiste pour fonder le MIR avec Miguel Enriquez, l'actuel secrétaire national du mouvement. Trois ans plus tard, il est élu membre du comité central, du secrétariat national et de la commission politique. Entre 1969 et la victoire électo-

rale de l'Unité Populaire, il est victime de la répression du gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei et passe alors à la clandestinité, tout en prenant part à de nombreuses actions de propagande. Il devient d'ailleurs, à partir de 1970, responsable de la propagande du MIR et déploie une activité importante en faveur des luttes et des conquêtes de la classe ouvrière chilienne.

Dans le communiqué qu'il nous a fait parvenir, le secrétariat national du MIR appelle « La classe ouvrière et le peuple chiliens ainsi que les révolutionnaires et véritables démocrates du monde entier à exiger la cessation des tortures sur Bautista Van Schowen, à empêcher son exécution et à exiger sa libération et celle de tous les prisonniers de la dictature gorille. » ■

4 questions à l'O.L.P.

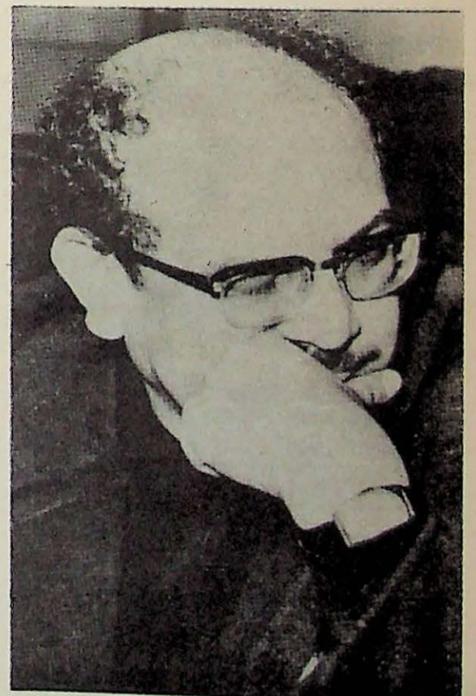
1 On s'aperçoit, en lisant la presse, que la confusion est complète dès que l'on parle des organisations de la Résistance palestinienne. Les militants eux-mêmes ne s'y reconnaissent pas toujours. Il serait peut-être utile de redéfinir ce qu'est l'O.L.P., dont tu es le représentant à Paris.

O.L.P. — La décision de créer l'Organisation de Libération de la Palestine a été prise au cours du 1^{er} Congrès national palestinien qui s'est déroulé à Jérusalem du 28 mai au 2 juin 1964. En 1948, après le démantèlement de la Palestine et la création de l'Etat

Le détournement sanglant du Boeing de la Lufthansa à l'aéroport de Rome a été l'occasion d'une nouvelle campagne de dénigrement contre la Résistance palestinienne. A Genève, sous les auspices des deux super-grands, Egyptiens et Israéliens se retrouvent pour la première fois autour d'une même table. Deux événements qui justifient déjà largement que nous ayons choisi, pour notre nouvelle rubrique « questions à », de donner la parole à l'Organisation de Libération de la Palestine.

Mais il en est une troisième, qui nous tient particulièrement à cœur. Et c'est d'un anniversaire qu'il s'agit : voici juste un an mourait, dans un hôpital parisien, notre camarade Mahmoud Hamchari, représentant de l'O.L.P. à Paris, des suites d'un attentat à la bombe perpétré par des agents sionistes. Ces mêmes agents dont « Le Figaro » nous confirme à l'occasion de la découverte par la DST d'un réseau turc en banlieue parisienne, qu'ils sont au mieux avec les services français...

Nous n'oublions pas Mahmoud. Nous n'oublions pas que ses assassins, comme ceux de Boudia et Koubaïssi, courent toujours. C'est Ezzeddine Kalak, nouveau représentant de l'O.L.P. à Paris, qui répond aux questions de T.S. ■



Mahmoud Hamchari

sioniste d'Israël, le peuple palestinien a été complètement disséminé, et ses organisations représentatives anéanties. Pendant seize ans, les régimes arabes se disputèrent la prétendue représentativité de notre peuple. La création de l'O.L.P. est donc, pour nous, une première et importante victoire.

Mais ce n'est qu'après l'agression israélienne de juin 67, la défaite des armées arabes et la montée de la lutte armée de notre peuple que les organisations de la Résistance arrachèrent l'O.L.P. à la tutelle des Etats arabes.

L'O.L.P. regroupe toutes les organisations de résistance unifiées autour d'un programme politique commun. Ces organisations sont : Mouvement de libération nationale Fath, le Front populaire pour la Libération de la Pa-

lestine (FPLP), le Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine (FDPLP), les Avant-gardes de la guerre populaire de libération (SAIKA) et le Front de libération arabe (FLA). Par ailleurs, l'O.L.P. regroupe les organisations de masses telles que l'Union générale des travailleurs de Palestine (GUPW) et l'Union générale des Etudiants de Palestine (GUPS) et les autres organisations, de femmes, d'avocats, d'écrivains, de journalistes, etc., ainsi que des personnalités patriotiques et religieuses.

Le Conseil national (parlement) comprend 154 délégués. C'est l'instance suprême qui définit le programme politique et les moyens d'action. C'est lui qui élit le Conseil central (32 membres) qui élit à son tour et contrôle

le Comité exécutif (9 membres).

Les objectifs stratégiques définis par l'O.L.P. sont :

1. Organiser les masses palestiniennes à l'intérieur comme à l'extérieur pour la libération de la Palestine par la guerre populaire prolongée, en vue d'établir un Etat et une société démocratiques ;
2. Renforcer la lutte des peuples palestinien et jordanien, contre le sionisme et le régime jordanien ;
3. Renforcer les liens avec toutes les forces progressistes et révolutionnaires dans le monde arabe ;
4. Développer les liens avec les mouvements de libération nationale et les forces démocrates et révolutionnaires de par le monde qui luttent contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.

sont dues aux traditions historiques mêmes du Chili : les traditions de luttes ouvrières et paysannes depuis trente ou quarante ans, les conquêtes des classes populaires obtenues par ces luttes, la conscience politique élevée de ces classes donnent au Chili un caractère nettement différent des autres pays latino-américains : le gouvernement fasciste doit compter avec cette originalité.

baïonnette dans le dos

La junte se trouve également face à une situation économique qu'elle ne contrôle pas.

Certes, la production a augmenté grâce à la répression qui sévit sur les travailleurs : « On travaille, vous savez, avec une baïonnette dans le dos », m'a dit un ouvrier. La durée hebdomadaire du travail est passée de 48 à 52 heures. Quant au pouvoir d'achat, il a été réduit dans une telle proportion que la hausse de la production n'a que peu d'effet. On estime

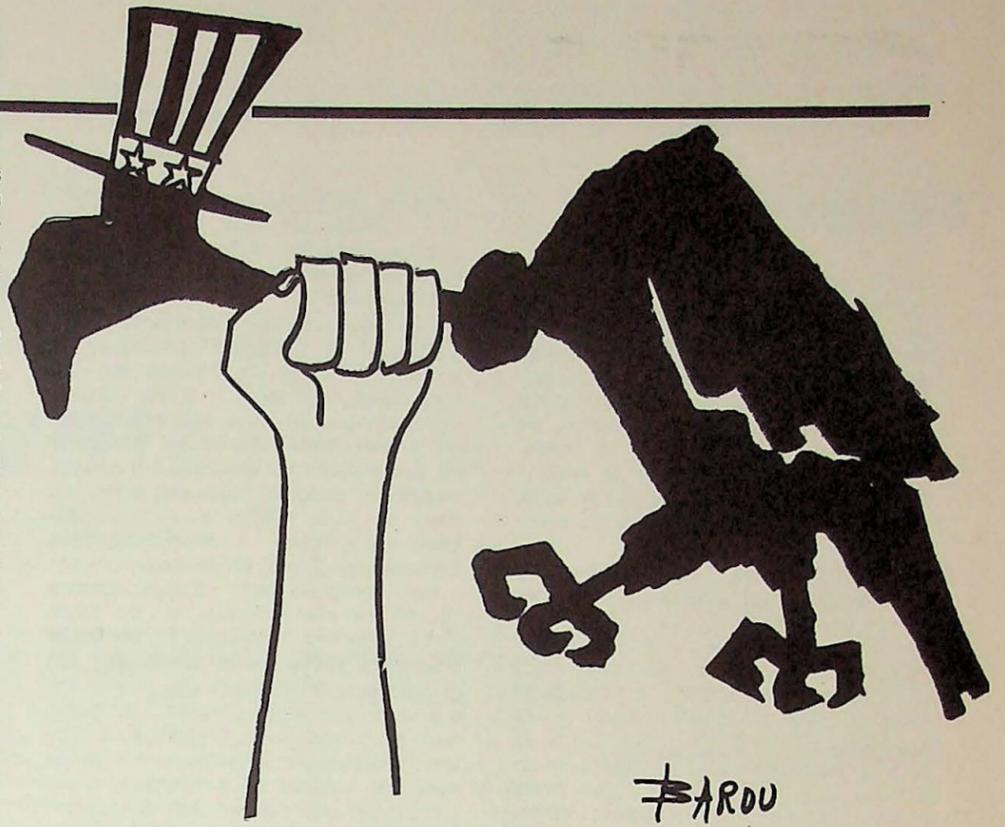
à 75 % la baisse des ventes. Dès lors, déjà actuellement, on hésite à produire puisqu'on ne peut plus vendre, et certaines entreprises envisagent de ralentir ou stopper leur production.

Que peut faire le gouvernement ? Augmenter les salaires et dès lors accentuer l'inflation qu'il ne contrôle déjà pas ou laisser l'économie se développer ainsi et accroître le mécontentement, non seulement des classes populaires, mais aussi des couches moyennes atteintes également (commerçants, petites entreprises, petits propriétaires, fonctionnaires) ? Tous les remèdes classiques de l'économie capitaliste semblent ne pas fonctionner dans l'économie de crise qui caractérise le Chili.

Même le « grand frère américain » reste sceptique face à la situation chilienne : les Etats-Unis, qui n'ont pas placé directement à la tête du gouvernement un de leurs représentants, jugent la politique de la junte militaire trop peu habile pour mériter leur soutien total, et les investissements américains et étrangers se font toujours attendre. Investir dans la situation politique et économique actuelle est un risque que se refusent à courir les capitalistes étrangers.

Un second coup d'Etat plaçant au pouvoir soit des militaires plus habiles, plus souples, tels que le général Bonilla, actuel ministre de l'Intérieur, soit des militaires qui gouvernent plus conformément aux vœux de Washington est donc envisageable. Mais, dans cette dernière hypothèse, là encore, les Américains devraient compter avec les traditions fortement ancrées dans l'histoire du pays, notamment le courant d'indépendance nationaliste, et risqueraient de s'aliéner les couches moyennes et petites-bourgeoises très attachées à cet esprit d'indépendance.

Face à ces conditions politiques et économiques, la résistance populaire chilienne bénéficie donc de données assez favorables pour exercer son action.



La phase d'organisation que poursuit le comité de coordination politique reste la tâche prioritaire, devant aboutir à la mise en place d'une organisation révolutionnaire unique, indispensable au développement de la lutte armée : « Nous croyons que l'issue chilienne est une issue armée, étant donné la situation actuelle, mais qu'elle doit être nationale et généralisée ; dès lors, nous devons préparer cette phase insurrectionnelle par divers types d'actions légales et illégales » a déclaré un dirigeant du comité de coordination.

Sur le plan légal, un certain nombre d'actions ont été réalisées à l'intérieur du pays : des meetings revendicatifs ont été organisés, assez nombreux déjà.

A Valparaiso, une grève partielle des dockers a permis à ceux-ci de discuter des conditions de travail, et notamment de l'augmentation de la durée hebdomadaire de travail — grève se concluant sur un succès par-

tiel. De même à Vicuna Mackenna (cordon de Santiago) dans plusieurs usines, le travail a été paralysé pour discuter de thèmes semblables. Une autre grève particulièrement importante a été menée à Lota (mines de charbon) et les trois mille ouvriers, sur des revendications économiques, ont paralysé la production pendant trente-six heures : les militaires ont voulu faire reprendre le travail sous la menace de leurs mitraillettes, mais les mineurs ont résisté d'une façon passive, faisant preuve d'une unité exemplaire.

sabotages

Toujours sur le plan légal, d'autres actions ont été menées : constitution de comités pour la libération des prisonniers politiques à l'intérieur ; commission de juristes à l'étranger qui viennent enquêter sur le problème des



Dix années de lutte ont affirmé au monde entier l'existence de notre peuple, si longtemps niée. A la IV^e Conférence des pays non alignés, l'OLP a parlé au nom de tous les mouvements de libération nationale présents. Au dernier sommet arabe d'Alger, l'OLP fut reconnue comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien. En Palestine occupée, notre peuple défie, depuis la dernière guerre, l'occupant sioniste en réaffirmant par des grèves, manifestations, etc., sa confiance dans l'OLP.

2 *Le récent attentat de Rome a relancé le débat sur le terrorisme. Cet attentat a été nettement condamné par l'OLP. Peux-tu nous préciser la position de la Résistance à l'égard de l'action terroriste en général, et selon quels critères elle vous paraît justifiée, acceptable ou non ?*

OLP. — Nous ne faisons pas l'amalgame entre lutte armée et terrorisme. La lutte armée n'est pas une fin en soi, mais l'unique moyen pour notre peuple de combattre l'entité sioniste et d'instaurer la Palestine de demain, démocratique et laïque. Pour la première fois dans l'histoire, un peuple spolié et chassé présente à ceux-là même qui l'oppriment une perspective révolutionnaire commune.

Quant au terrorisme, parlons-en. Qui a perpétré les crimes ignobles de Deir Yassine (1948), Kafar Kassem (1956), Bahr Al Bagar en Egypte (1970) ? Qui déverse le napalm, les bombes à billes et les objets piégés sur les camps de réfugiés, les villes et les villages en Syrie et au Liban ? Qui dynamite nos maisons, brûle nos récoltes et expulse tous les jours nos frères de Palestine ?

Les opérations d'individus ou groupes incontrôlés ne sont pas un phénomène propre à la résistance palestinienne. Vous avez connu cela pendant la lutte contre le nazisme quand les opérations de sabotages ont été faites au nom de la Résistance. L'OLP a clairement pris position contre les opérations telles que celle de l'Ambassade de l'Arabie Saoudite à Paris ou celle de Rome.

Ces opérations étaient fondamentalement dirigées contre la juste cause de notre peuple. L'OLP a envoyé une délégation au Koweït pour découvrir les instigateurs de tels actes, et elle prendra les mesures nécessaires pour qu'ils ne se reproduisent plus. Mais les ennemis de notre peuple sont nombreux, la lutte contre eux sera longue et acharnée.

3 *Une négociation vient de s'engager à Genève, à laquelle participent actuellement Egyptiens et Israéliens. Les Syriens, dit-on, pourraient y venir par la suite. On parle même de l'éventualité d'une participation palestinienne... Où en est le débat à l'intérieur de la Résistance, sur la Conférence de Genève ?*

OLP. — Un large débat démocratique a lieu depuis la IV^e Guerre nationale du 6 octobre 1973 au sein de notre peuple. Des bases des Fedayine jusqu'aux organisations de masse se discute la nouvelle conjoncture d'après-guerre et les tâches qu'elle nécessite.

D'ores et déjà, le conseil central, en présence de toutes les organisations, a défini, fidèle au programme

politique de l'OLP, les points suivants :

1. Réaffirmer les droits historiques de notre peuple sur l'ensemble de la Palestine ;
2. Empêcher le retour de la Cisjordanie ou de Gaza en cas d'évacuation au bourreau de notre peuple, Hussein ;
3. Renforcer plus que jamais l'unité nationale.

Quant à la Conférence de Genève, l'OLP considère que les résolutions 338, 339 de l'ONU, qui reprennent les dispositions de la résolution 242 du 22 novembre 1967, ignorent, toutes, l'existence du peuple palestinien et restent muettes sur ses droits nationaux bafoués. De toute façon, pourquoi l'OLP serait-elle obligée de définir sa position à une conférence où elle n'a pas été invitée, ou sur des questions de désengagement militaire par lesquelles elle n'est pas concernée ?

En tout état de cause, le débat continue. Il se poursuivra au cours du Congrès populaire palestinien qui doit se dérouler dans le courant de février et qui regroupera, outre les 54 membres de notre Comité national, 150 délégués de Palestine occupée (Cisjordanie, Gaza), 50 délégués de Transjordanie, et 50 des communautés disséminées à travers le monde.

C'est à la suite de ce congrès que notre Conseil national se réunira pour définir notre position définitive.

4 *Peux-tu, pour terminer, nous rappeler les positions de fond de la résistance et, notamment, admettez-vous le phénomène d'un fait national israélien ? Quelle analyse faites-vous par ailleurs de l'évolution de la lutte des classes à l'intérieur d'Israël ?*

OLP. — Quel fait national ? Qu'est-ce que cela signifie ? Peut-on parler d'un fait national en Israël sans parler du sionisme et de la loi de retour ? Cette loi stipule que tout juif dans le monde peut, à tout moment, venir en Palestine occupée et devenir citoyen d'Israël. C'est la première fois dans l'Histoire qu'une « nation » augmente tous les ans de plus de 50.000 personnes qui viennent de divers pays. Cela veut dire concrètement la reconnaissance de la thèse sioniste de l'existence d'un peuple juif. Et cela implique que ce « fait national » pourrait, demain, inclure les 13 millions de juifs dans le monde, justifiant la fameuse notion d'espace vital et l'escalade de l'expansion sioniste.

Israël se veut un Etat purement « juif » donc un Etat raciste, ségrégationniste qui repose sur la négation du peuple palestinien et de ses droits sur la Palestine.

Pour la résistance palestinienne, la lutte armée du peuple palestinien demeure le facteur essentiel et décisif d'éclatement de l'entité sioniste et du développement de ses contradictions.

Les autorités sionistes d'Israël ne s'y trompent pas. Elles frappent, férocement, les militants juifs en Israël qui se sont démarqués par leur combat anti-sioniste, comme ce fut le cas pour les militants du réseau judéo-arabe de Haïfa. Ehoud Adiv a été condamné à dix-sept ans de prison pour ses opinions anti-sionistes conséquentes, alors même qu'aucune preuve concrète n'a pu être établie contre lui.

L'OLP salue le courage de ces militants et œuvrera pour que de plus en plus de juifs en Palestine combattent à ses côtés, car c'est avec eux que sera édiflée la Palestine de demain. ■

► CHILI

Droits de l'Homme. Face à ces mouvements, le gouvernement ne peut mener une politique uniquement basée sur la répression ; il doit tenir compte des acquis de la classe ouvrière chilienne et de ses traditions de lutte. Congédier les trois mille ouvriers de Lota revenait à faire jouer la solidarité de classe dans toute la région, et sur le plan économique, la junte militaire ne peut se permettre de prendre de tels risques.

D'autres actions, plus directes, sous la forme de sabotages, ont été menées sur le plan illégal.

A Arica, ville industrielle située dans le nord du Chili, une entreprise électronique a été sabotée : la production (environ deux mille téléviseurs) et les machines ont été détruites. Dans la province d'Atacama, les lignes à haute tension ont été sabotées sur trois cents kilomètres et pendant vingt-quatre heures toute la région a été privée d'électricité, paralysant toute production. Ces sabotages se développent de plus en plus dans tout le Chili, chaque comité provincial étant seul juge des conditions à réunir pour effectuer de telles actions sur le plan de la sécurité des militants notamment.

Les sabotages ont pour but essentiel, selon le comité de coordination, « de faire sentir aux camarades leur propre force, développer leur volonté de lutte et signaler qu'il y a une direction révolutionnaire qui existe, se développe et travaille ». Cela permet également de désorganiser la production.

Dans les universités, dans les lycées (par exemple au lycée Dario Salas à Santiago), les élèves ont refusé de chanter l'hymne chilien, excepté le couplet sur l'oppression. Dans les poblaciones, des actions très nombreuses, ponctuelles, sont développées par des militants avec leurs propres

moyens, déployant une grande ingéniosité : billets circulant avec des inscriptions appelant à la résistance, autres inscriptions sur les fauteuils des autobus, etc.

D'autres activités importantes vont s'attaquer à l'intégrité physique de certains officiers de l'armée ou responsables fascistes. « Déjà, raconte un militant, à la base militaire navale de Concepcion-Talcahuano, entourée de populations prolétaires, il y a deux semaines, pendant plusieurs nuits, un, deux ou trois militaires — sous-officiers ou officiers — étaient égorgés à l'ancienne façon chilienne... »

La reconstitution d'organisations syndicales clandestines, ou de toute autre forme d'organisation, constitue une autre tâche de la résistance. Un groupe de militants travaille également sur le problème de l'armée : contacts non seulement avec les officiers restés favorables à Allende, mais aussi avec les soldats du contingent. L'ensemble de ces actions doit déboucher sur la phase insurrectionnelle armée, laquelle doit donc être suffisamment préparée pour aboutir à la prise du pouvoir avec succès.

A ce stade-là, le réseau d'organisation devra permettre au mouvement révolutionnaire d'être lié avec toutes les organisations de masse qui devront déjà être constituées : syndicats, cordones, organisation populaire dont l'expérience a été positive et sera encore utile.

Militairement, à l'heure actuelle, au sein de la coordination, deux lignes différentes apparaissent : l'une favorable à l'insurrection généralisée, l'autre favorable au développement de foyers locaux de guérilla. Cette dernière solution comporte cependant un risque important : concentrer la puissance de feu de l'armée sur ceux-ci, sauf si ces foyers locaux sont Santiago par exemple, avec Valparaiso, Concepcion. Mais là encore, la ques-



Le repas des gorilles : de gauche à droite, Pinochet, Leigh, Merino, Mendoza.

tion d'organisation apparaît essentielle, car il faudra, dans le même temps, que les militants puissent, dans les autres provinces, organiser également le soulèvement armé.

Sur le plan de l'entraînement militaire, les conditions géographiques du pays permettent d'envisager des camps d'entraînement et d'organiser militairement les classes populaires. Un dirigeant politique du comité a déclaré : « Nous tirons actuellement les conséquences de l'expérience précédente : par conséquent, la liaison avec les masses, la démocratisation au niveau organique, le renforcement politique et militaire des organisations populaires, en bref le caractère révolutionnaire et populaire de la lutte, tout cela a fait défaut au gouvernement de l'Union populaire, et nous ne voulons pas retomber dans les mêmes erreurs. »

nombreux problèmes

Enfin, sur le plan de l'armement, les carabiniers et les militaires n'ont pu trouver jusqu'à présent que 20 ou

25 % des armes. La dynamite, par exemple, n'est pas un problème pour les militants révolutionnaires, le Chili étant un pays essentiellement minier.

En conclusion, on peut dire que la dynamique révolutionnaire de la situation est enclenchée, la réorganisation et l'ensemble des actions développées ; les difficultés que traverse le gouvernement et qu'il semble incapable de surmonter permettent d'envisager un développement de la situation de plus en plus favorable à la résistance chilienne.

Certes, les problèmes à résoudre pour le mouvement révolutionnaire restent nombreux : contacts difficiles entre les militants, répression qui semble de plus en plus efficace, insuffisance de travail chez les paysans, insuffisances sur le plan militaire, nécessité, sinon de gagner, du moins de neutraliser la moyenne et petite-bourgeoise durant l'insurrection, renforcement organique de la résistance... tout cela soulève des questions difficiles à résoudre.

Mais il y a trois mois seulement que le coup d'Etat s'est produit. Et chaque jour est un jour gagné au développement des luttes du peuple chilien.

XXX. ■

notes de lecture

Lénine, 50 ans après

LÉNINE est mort le 21 janvier 1924. Cinquante ans après sa mort, on doit se demander quel est son héritage, quel est le bilan historique du léninisme ? C'est cela que cherche à établir Marcel Liebman dans un ouvrage consacré au « Léninisme sous Lénine » (1). C'est un effort méritoire, car il ne subsiste qu'une voie étroite entre les laudateurs et les dénigrateurs incapables, les uns comme les autres, de dégager, dans cette œuvre grandiose ce qui, au fil des ans, est devenu caduc de ce qui demeure.

Liebman oppose le léninisme sous Lénine au léninisme sous Staline. Il proclame d'emblée « l'incompatibilité foncière du léninisme et du stalinisme ». Il discerne moins bien la différence entre le léninisme sous Lénine et le léninisme de Lénine. Or, cette différence est grande. Elle s'exprime dans les conflits entre le bolchevisme historique, qui se fige, et le léninisme vivant de Lénine, qui change et évolue en fonction des événements.

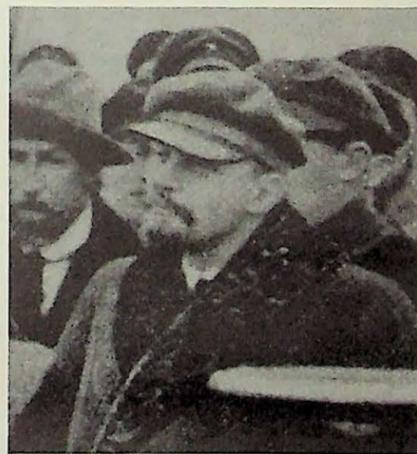
Chaque fois que la situation se modifie, le parti bolchevique s'accroche

aux analyses antérieures de Lénine, que celui-ci considère comme dépassées. A chaque tournant de l'histoire, le maître à penser du bolchevisme se heurte à la résistance de ses disciples, qui refusent de le suivre et opposent le passé du parti à son avenir. C'était, entre autres, le cas en avril et octobre 1917, aux moments décisifs de la préparation de la conquête du pouvoir.

Lénine « traduit en russe » l'expérience de la social-démocratie allemande. A la conception d'un parti légal de masses, s'identifiant presque à la classe ouvrière, il substitue la conception d'un parti clandestin, peu nombreux, composé des révolutionnaires professionnels, capable de tenir tête à la police tsariste et de faire la révolution. Ce schéma, que reprennent ses épigones, n'est valable pour lui que dans les conditions historiques déterminées.

Dès que les masses se mettent en mouvement, il préconise — même sous l'autocratie — l'ouverture et l'élargissement du parti, exalte l'initiative et la créativité spontanées des forces populaires, vitupère le parti, qui retarde sur les événements, et l'appelle à se mettre à l'école des travailleurs.

Face à la rigidité du bolchevisme institutionnalisé, Lénine préserve toute sa souplesse manœuvrière, toutes ses qualités d'imagination et d'improvisation. Il est capable du jour au lendemain de réviser la politique, la stratégie et la tactique, du parti. Partisan résolu de la discipline dans l'action, il admet la liberté de discussion et de critique. Ceux qui se proposent, après 70 ans, de reprendre le modèle d'un



parti de « type nouveau » et, après 50 ans, le schéma de la révolution d'Octobre, sont, comme ces vieux généraux, qui préparent, avec le plus grand sérieux, la dernière guerre au lieu de la prochaine. « Il serait ridicule, écrit-il, de présenter notre révolution comme une sorte d'idéal pour tous les pays ».

Liebman, après avoir étudié la conception léniniste du parti révolutionnaire du prolétariat, qu'il définit comme un instrument de lutte pour le pouvoir, examine la tactique léniniste, souple et changeante, selon le rapport des forces du moment, fixant les objectifs à court terme, ainsi que la stratégie plus durable et plus ferme, visant, à plus long terme, la conquête révolutionnaire du pouvoir. Fermeté stratégique, souplesse tactique, telles sont les qualités essentielles du léninisme, qui lui permettent de surmonter, selon les circonstances, les erreurs opportunistes ou sectaires.

toujours raison ?

Est-ce à dire que Lénine avait toujours raison ? Une telle attitude d'autosatisfaction lui était absolument étrangère. Il ne se croyait pas et n'était pas infallible. Il lui est arrivé de se tromper, comme à tout le mon-

de. Il a sous-estimé en 1905 l'importance des soviets, bien qu'il ait pressenti en eux « l'embryon du pouvoir révolutionnaire ». C'est seulement en avril 1917 qu'il a opposé la démocratie soviétique, celle de l'Etat ouvrier et paysan, à la démocratie bourgeoise parlementaire. Son projet de société socialiste, tel qu'il l'avait décrit dans « L'Etat et la Révolution » et qu'il n'a pas pu réaliser, était éminemment démocratique.

Plus tard, après la révolution d'Octobre, il a surestimé le potentiel révolutionnaire du prolétariat occidental et n'a lancé qu'en 1921 la tactique du front unique avec les réformistes, comme il n'a fait adopter la NEP en Russie, qu'après l'insurrection des marins du Kronstadt. Sa souplesse et aussi sa modestie lui ont permis de corriger ses erreurs après les avoir reconnues. C'est en grande partie grâce à sa résolution et à la pression populaire que le parti bolchevique a pu prendre le pouvoir.

Liebman analyse les différentes étapes de la pensée et de l'action de Lénine, ne cache pas ses erreurs. Ce qui ne l'empêche pas de conclure que « le léninisme, sans rien avoir résolu, n'a perdu ni de son actualité ni de sa pertinence ». La double carence du léninisme consiste, selon Liebman, dans le fait qu'il n'a pas su abattre le capitalisme dans les grands pays industriels et créer sur ses décombres, une démocratie et une culture socialistes.

C'est en partant des enseignements de Lénine, comme il s'est inspiré lui-même de ceux de Marx, c'est en évitant ses erreurs, et notamment le monolithisme et le monopartisme dont, sans le vouloir, il a préparé l'avènement ; c'est en reprenant son projet éminemment démocratique, celui du pouvoir des conseils, du contrôle ouvrier et de l'autogestion, que les militants prolétaires, d'inspiration marxiste, pourront faire avancer, dans les conditions nouvelles, l'art et la science de la révolution.

Victor FAY ■

(1) Marcel Liebman : Le léninisme sous Lénine - Tome 1 : La conquête du pouvoir - Tome 2 : L'épreuve du pouvoir - Seuil - éd. 1973.

En vente à la Librairie T.S. (70 F les 2 tomes).

● GENNEVILLIERS

l'unité renforcée après 7 semaines de grève

Vendredi dernier, les grévistes des Câbles de Lyon à Gennevilliers étaient nombreux à se rendre « aux nouvelles » au siège de l'inspection départementale du travail. Sans résultat : la direction de la filiale de la CGE refuse toujours de négocier, se moquant ainsi sans qu'il lui en coûte, de la décision de l'inspecteur du travail (T.S. n° 599 à 601). En effet, celui-ci avait obtenu un jugement qui faisait obligation à la société de négocier, moyennant quoi, les ouvriers devaient évacuer les locaux.

Comme d'habitude, il n'y a que les travailleurs qui sont tenus d'exécuter la décision.

EN grève depuis le 22 novembre, les quelque 300 immigrés (une grande majorité de Marocains) avaient levé le piquet de grève dès le 7 décembre. Mais la négociation, elle, restait toujours en panne. Devant l'insolence de ces patrons (« Aux Câbles de Lyon on ne négocie pas », déclarent-ils), les grévistes ont réoccupé l'usine, constatant au passage que les non-grévistes étaient bien peu nombreux.

Le 23 décembre, les flics interviennent, évacuant l'usine et arrêtant tous les travailleurs présents. Ainsi, de la même façon qu'à Besançon, l'homme de main du pouvoir d'Etat (le préfet) profitait d'une période de fête pour exécuter les basses œuvres de la bourgeoisie. Il faudra une intervention du maire communiste pour que l'arrestation ne se prolonge pas au-delà de quelques heures et de quelques bourrades dans les reins.

Mais cette intervention a créé

une certaine émotion à Gennevilliers qui n'en avait pas connue depuis 1952 (chez Chausson). Il est malheureusement des travailleurs pour penser que « tout ça, c'est la faute des gauchistes », ou que les travailleurs immigrés « devraient davantage faire attention ». Il en est d'autres qui se rendent compte « qu'on a un peu oublié ces immigrés », que ce n'est pas possible de les laisser seuls, qu'il y va de leur propre auto-défense, eux les travailleurs français.

Ces positions contradictoires expliquent l'attitude très réservée adoptée par la CGT du coin, alors que la CFDT soutient les initiatives, comme celles des manifestations dans les rues de la ville, l'organisation d'un gala, ou encore les quêtes et les explications sur les marchés ou dans les autres boîtes. Mais ce qui surprend le plus les travailleurs de Gennevilliers, c'est sans doute la détermination des immigrés. Ils croyaient ou ils craignaient que le mouvement ne

SOLIDARITE
C.C.P. C.F.D.T.
60.96.41
(mention : Câbles)
Paris

capote rapidement : le contraire s'est produit, le nombre des non-grévistes ouvriers s'est progressivement réduit.

L'unité de la lutte, consolidée chaque jour par des assemblées qui se tiennent à la Bourse du Travail, autour du comité de grève plus ou moins fusionné dans la section syndicale CFDT mise sur pied dans l'action, ce type d'unité là apparaît déterminant. La popularisation, débordant largement les canaux du soutien officiel (mairie notamment), loin de lui nuire, rapproche davantage les travailleurs immigrés des travailleurs français. Le comité de soutien, malgré les tiraillements entre différents groupes politiques d'extrême-gauche travaille dans ce sens.

La direction des Câbles de Lyon, soutenue par celle de la CGE (Ambruisse Roux est vice-président du CNPF et n'a jamais vu un délégué ou un représentant syndical, sinon au détour d'un couloir, comme en 1968), pense-t-elle faire plier ces quelque 300 « soutiers de la France », fidèle en cela à sa politique répressive développée dans son fief à Lyon ? A la tête de la CGE, on devrait se rappeler la mésaventure du Joint Français à Saint-Brieuc ou encore de la grève tenace des ouvriers immigrés des presses à Billancourt, au printemps dernier.

« Vous auriez demandé 0,1 %, j'aurais aussi dit non. C'est une question de principe » déclare le directeur venu de Lyon, refusant de discuter avec le délégué syndical marocain, puis algérien, désignés par les travailleurs en grève. Pour lui, il faut d'abord reprendre le travail : une vieille rengaine qui ne trompe même plus les immigrés. Reprendre le travail, c'est-à-dire accepter de se laisser diviser à nouveau, affaiblir par des conditions de travail déplorables, se voir ensuite réduits au silence et licenciés pour certains : une négociation facile dès lors pour la direction.

L'empire CGE (125.000 personnes) le quatrième de France (pri-

vé), est trop absorbé par le micmac international qu'il développe en vue de s'octroyer le label du meilleur constructeur de centrale à énergie nucléaire pour se « pencher » sur le sort de quelques centaines d'ouvriers. Micmac qui va le conduire dans les bras du trust américain General Electric sous peu, avec la bénédiction d'EDF-Pompidou. Pauvre cocarde tricolore chère à la bourgeoisie...

Trop absorbé pour entendre également les revendications des E.V.R. (Eclairage de véhicule sur rail) d'Aubervilliers, des 230 travailleurs de Ceraver (isolants) dans la Drôme, qui multiplient les grèves bouchons. Celles encore des syndicalistes de la CGE-Alsthom de Villeurbanne. Trop absorbé pour se demander ce que sont devenus les 500 licenciés de Delle-Alsthom à St-Ouen, les 600 « compressés » de Rateau dont les effectifs doivent tomber de 2.000 à 1.400. Et combien d'autres travailleurs du groupe vont payer le prix de la concentration du capitalisme industriel aussi féroce dans son stade de développement actuel qu'au cours de ses précédents développements ? A cela, rien d'étonnant : c'est toujours l'exploitation de l'homme par l'homme.

Michel CAMOUIS ■



Un mur de l'empire

Robert Chapuis à Cerisay

A Cerisay, premier meeting d'un parti politique. C'est le P.S.U. qui ouvrait le feu le 4 janvier avec notre camarade Robert Chapuis. Un succès. 350 personnes, parmi lesquelles des ouvrières licenciées de chez Cousseau, beaucoup de paysans-travailleurs des Deux-Sèvres et de Vendée.

Contrôle ouvrier et autogestion ; qu'est-ce que l'autogestion ? Que peut devenir une lutte comme celle de Cerisay ? Quel soutien sur le plan national ? Quelles possibilités d'action à mener avec le syndicat de la Magistrature pour faire pression sur Cousseau ? Telles étaient quelques-unes des ques-

tions abordées lors de ce meeting.

D'autre part, la solidarité s'organise autour des 27 « petites Pils ». Un comité de soutien s'est constitué à Bressuire, la section P.S.U. de Cerisay a pris en charge une partie du salaire de plusieurs ouvrières.

A Cerisay lors des élections au comité d'entreprise, deux déléguées C.F.D.T. ont été élues. Malgré tout, la situation n'est pas brillante et l'entêtement de Cousseau n'est pas fait pour accélérer le règlement de l'affaire qui dure depuis maintenant 5 mois. Cousseau, c'est pas fini !



● Dynamic à Ormoy : à bout de patience

CHEZ Dynamic à Ormoy, près de Corbeil dans l'Essonne, les murs de l'entreprise sont neufs mais le matériel bien usagé. Il provient de l'usine située à Paris, rue Piat dans le 20^e, en cours de déménagement pour cause de « spéculation immobilière » dans le quartier.

Conséquence : les risques d'accidents graves sont permanents dans un secteur (le caoutchouc) où l'hygiène rigoureuse est indispensable. Le 10 décembre dernier, à bout de patience face à une direction qui tergiverse, les 230 ouvriers se sont mis en grève. C'est une action courageuse car elle est le fait de travailleurs immigrés (essentiellement algériens) dans un secteur où le patronat ne manque pas de muscle. Particulièrement ceux des chiens que des vigiles embauchés pour « garder » l'usine ne craignent pas de lancer contre eux.

Cette dizaine de véritables nerfs armés en plus de nerfs de bœuf, de coups de poing américains et, qui sait ? peut-être de revolvers, joue de la provocation et de la terreur. Malgré cela, les travailleurs tiennent bon depuis un mois. Majoritaire, la section CFDT préfère la résistance passive et l'occupation partielle à la reprise du travail conditionnée par une hypothétique négociation. Un comité de soutien s'est mis en place. Samedi dernier, à l'usine de la rue Piat, on envisageait de développer la solidarité par la grève.

● en Mayenne

LES syndicats de la fonction publique (CFDT, CGT, CGFO, SNES, SNI, FEN) se sont réunis à l'échelon départemental pour examiner le problème de l'auxiliaire. L'énorme diversité des situations créées par ce mode de recrutement a été tout de suite remarquée. On ne recrute pas un auxiliaire aux PTT suivant les mêmes normes qu'au Trésor, à la préfecture ou dans l'enseignement : salaires, conditions de travail, possibilités de titularisation ou d'avancement ne sont pas les mêmes. Cependant, on note toujours trois caractéristiques communes : la faiblesse des salaires, la précarité de l'emploi, l'absence de garanties statutaires. Le recours au système de l'auxiliaire apparaît comme visant les mêmes objectifs : accroître l'exploitation des employés de l'Etat, démanteler les services publics. Deux revendications des syndicats : suppression de l'auxiliaire et titularisation de tous les auxiliaires.

Corresp. ■

● dans le Nord

La situation dans le textile est assez précaire, mais chez Bailleul (4 usines dans le Nord et le Pas-de-Calais) où 800 ouvrières travaillent dans la lingerie masculine, la situation était bonne. Comme chez Lip, c'est la mauvaise gestion qui a été la cause du dépôt de bilan.

Devant l'incertitude que le patronat et les banques font peser sur le personnel devant la carence de l'Etat qui refuse de débloquer des crédits, les ouvrières se sont organisées pour faire pression sur les pouvoirs publics d'ici le 11 janvier : garde de l'usine, délégation aux maires, présence au tribunal le 14 décembre, manifestation à Béthune et à Haines le 20 décembre. Elles ont également obtenu un sou-

tien actif des ouvriers des entreprises de la région et veulent populariser la lutte afin d'obtenir un soutien financier très nécessaire au cas où la situation ne serait pas réglée le 11 janvier.

Corresp. ■

● en Franche-Comté

Chez Faivre, petite entreprise franc-comtoise qui fabrique des toitures, des appareils sanitaires et de chauffage, il y a du tirage. Bien qu'en expansion, les 58 salariés protestent contre la situation anarchique des salaires (à la tête du client). Ils viennent de créer une section syndicale CFDT (41 membres). Le patron voit cela d'un mauvais œil (il aurait mieux valu régler les problèmes entre nous dit-il). Mais il est un peu inquiet de ce qu'il vient d'arriver à son « collègue » Magyar. En effet, chez Magyar le patron risque d'être condamné à trois mois de prison avec sursis et 1.800 F d'amendes pour entrave à l'exercice du droit syndical (à la demande du procureur). Jugement le 9 janvier. On en reparlera.

Corresp. ■

● Techniplast

(Voir TS n° 601). L'action menée à porté ses fruits et les travailleurs ont réussi à obtenir le droit à la parole. De plus, pour les intérimaires, ils ont obtenu la titularisation au sein de la société. Tous les problèmes soulevés par nos camarades du PSU ont été gagnants (immigrés, femmes, cadences, organisation). Aucune sanction pour fait de grève n'a été prise par la direction.

Corresp. ■

Le livre que FRED LIP a voulu faire saisir

François-Henri de Virieu

LIP

100.000 montres sans patron

CALMANN-LÉVY

ANNÉE GRISE POUR

LE PSU ?

LES lecteurs du « Nouvel Observateur » qui connaissent bien le PSU auront été quelque peu surpris d'un écho paru dans le numéro 477 de cet hebdomadaire. Comme le texte en question est court et que nous n'avons pas, nous, l'habitude des citations tronquées, je me permets de citer intégralement ce morceau de prose, titré des seules initiales : P.S.U.

« Année grise pour le PSU. D'abord parce que beaucoup de militants sont attirés par un parti socialiste qui a le vent en poupe. Ensuite, parce que le déclin du gauchisme en 1973, lui a nuï. Et il a perdu Michel Rocard, son brillant chef de file, qui est retourné à la base (26 novembre) ».

L'écho étant situé dans une rétrospective de l'année 1973, l'année dite grise n'est pas celle qui s'annonce, mais bien celle qui vient de se terminer.

Remarque préalable : Il est tout de même surprenant qu'un journaliste se permette un jugement d'une telle sévérité sur une organisation sans même formuler par téléphone un banal « Comment ça va chez vous ? ». Ou on n'a pas le temps de s'informer et on ne dit rien, ou on cède à la nécessité journalistique sans s'informer, et on dit de bonne foi des bêtises, ou encore on est tout simplement de mauvaise foi. Dans cette dernière hypothèse, il n'est d'ailleurs pas interdit de s'informer quand même : tant qu'à faire de vouloir porter tort, autant taper juste et à bon escient !

Faute d'information, nous ne choisirons aucune des deux hypothèses. Nous nous contentons de relever chacune des bourdes — voulues ou non — qui émaillent ce texte pourtant d'une concision remarquable.

Premier... détail : les militants du PSU « attirés » par le PS. Il y en a eu, certes : Gilles Martinet (du « Nouvel Observateur ») était des plus éminents. Mais c'était en 71. Les « partants » de 73 se comptent sur les doigts des deux mains : dix doigts, dix mille militants au PSU, que le « Nouvel Observateur », s'il le peut, nous démontre le contraire. Nous regrettons, en revanche, que des raisons de sécurité évidentes nous empêchent de communiquer au « Nouvel Observateur » la longue liste des militants qui nous ont rejoint tout au long de cette « année grise »... On peut à tout le moins citer l'adhésion collective des Centres d'Initiative Communiste dont le « Nouvel Observateur » semble n'avoir pas eu connaissance.

Deuxième perle : le gauchisme décline, or le PSU est gauchiste, donc le PSU décline, C.Q.F.D. Merci, l'Observateur, ça c'est de



par
**Michel
Rocard**

l'analyse ! Que le déclin — évident — de ce qu'on a appelé, depuis 68, le gauchisme, se soit notamment manifesté dans son incapacité à intervenir de façon cohérente et efficace dans les grandes luttes ouvrières qui ont marqué cette année 73 — notamment Lip, ou Noguères — où le PSU, en revanche, a joué un rôle que d'aucuns s'accordent à juger non négligeable, voilà qui n'introduit aucun doute dans l'affirmation tranquillement péremptoire du « Nouvel Observateur ».

Troisième bourde : le brillant chef de file (merci ! merci !) a le plus grand respect pour « la base ». Il n'y est cependant pas retourné, il reste membre non seulement du Bureau National mais même de l'équipe des trois secrétaires qui ont charge d'animer et de coordonner l'ensemble du travail de la direction du Parti. Ce n'était pas difficile à vérifier, j'en suis désolé pour ceux qui auraient souhaité me voir prendre ma retraite !

Sur ce même point je tiens à ajouter ceci : le PSU peut être fier d'être le premier parti de France à avoir institutionnalisé chez lui la règle de la rotation des fonctions. C'est une règle de saine démocratie et c'est pour demain une condition nécessaire de l'autogestion.

Le PSU peut davantage encore être fier d'avoir accompli ce qu'il y a de plus difficile dans la vie politique : régler une succession à la tête d'une organisation sans problèmes graves. C'est même un tel signe de santé pour une organisation qu'on se demande comment cela a pu échapper à un « Observateur » avisé. Enfin il est mauvais pour un parti de subir une déformation de son image collective à travers une personnalisation trop forte sur son premier responsable. En procédant à cette rotation, le PSU s'est doté d'un nouveau porte-parole national sans pour autant cesser de disposer du précédent, et c'est tout bénéfique pour l'organisation comme pour sa direction.

Voilà pour les détails. Mais l'essentiel est ailleurs, et le cadre de cette chronique est trop restreint pour épuiser le bilan d'une année qui, loin d'être grise, aura été pour le PSU celle du redémarrage. TS s'en charge, chaque semaine, par ailleurs.

Pourtant, avec le même esprit de concision journalistique qui a inspiré la petite note du « Nouvel Observateur », on pourrait simplement écrire ceci :

« Année rose pour le PSU. D'abord parce que son Congrès de Toulouse (décembre 72) lui a permis d'en finir avec la guerre des tendances qui le paralysait depuis trois ans. Ensuite parce que, malgré des élections rendues pour lui difficiles par le phénomène de la bipolarisation, la qualité et l'autorité politique des textes adoptés en un an, ainsi que sa capacité d'intervention croissante dans le champ social en ont fait un interlocuteur indispensable du débat politique à l'intérieur des forces de gauche. Enfin parce que, et pour les deux raisons précédentes, le nombre de ses militants et de ses sympathisants actifs n'a cessé de croître régulièrement tout au long de l'année ».

Eh, l'Observateur : la prochaine fois, on se téléphone ? ■

en bref

Vive K 68 !

ON vous a déjà dit plusieurs fois tout le bien qu'on pensait de Klapperstei 68. Un journal mensuel régional du Haut-Rhin, bien foutu, sérieux dans ses informations, drôle et vachard dans sa présentation, dangereux pour le pouvoir et les notables du coin, parce qu'il a réussi — en moins de deux ans — à se tailler un public pas négligeable du tout : 3 000 abonnés, 15 000 lecteurs, pour un petit mensuel régional, c'est une réussite exceptionnelle.

Alors, le pouvoir et les notables se sont mis ensemble pour tuer ce vilain petit canard. Procès en sé-

rie : Debré, Marcellin et des roitelets locaux. Condamnations à de lourdes amendes : la presse est libre en France, pas vrai ? On ne vous interdit pas, on vous asphyxie, on vous étouffe, en frappant à la caisse (1).

Alors K. 68 risque d'étouffer. Mais c'est un petit canard courageux, qui n'a pas froid aux plumes.

Il se bat, comme un grand, mais il a besoin qu'on l'aide et qu'on vienne se battre avec lui. A l'occasion de son prochain procès, contre Marcellin, le 24 janvier, K. 68 organise un grand rassemblement de soutien à Mulhouse, où il invite tous ceux qui soutiennent son combat « contre les intoxications et les endoctrinements que nous impose

l'information habituelle ». Il y aura de la joie, de la fête et du poing levé, on espère. Ça se déroule les 23, 24, 25 et 26 janvier. Il faut y venir, nombreux. Tous à Mulhouse pour que vive K. 68 !

TS.

(1) Leur dernier procès, c'était le 20 décembre. Ils en ont pris pour 6 800 F.

POUR UN VERRE DE BIÈRE...

Un café à Rouen, 18 h 15, un travailleur immigré revient du boulot. Il s'arrête : « Une bière s'il vous plaît ! ». Le garçon : « Demandez à Madame si elle est d'accord ». 19 h 20, pas de bière. Au comptoir, un garçon qui s'attribue le titre de « patron » conseille à notre ami consommateur de sortir « on n'a pas l'habitude de servir des gens comme vous ». Quelques témoins interviennent. Avec eux, notre consommateur sans consommation s'est rendu au commissariat pour déposer plainte contre le café aux odeurs racistes. Prise de remords, la patronne du café a téléphoné au commissariat pour inviter le plaignant à venir prendre son verre de bière. Prudent, il a refusé, et maintenu sa plainte...

Corresp. ■

P.S.U. DOCUMENTATION

Numéros disponibles :

N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce ..	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international	3,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	2,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50
N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université ..	3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ..	1,50
N°s 46-47-48 : Le P.S.U. « Dossier d'accueil »	3,00
N° 50 : L'autogestion	1,00
N° 51 : Le recrutement	1,00
N°s 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste	1,00

Abonnement : 20 numéros : F 15,00

A adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 58.26.65 PARIS

censure et cinéma

15 au 29 janvier à Grenoble : 13 associations grenobloises se sont réunies pour organiser une quinzaine sur la censure cinématographique. Au moment où Druon vient de renvoyer André Astoux à ses études pour prendre en main le cinéma, il est intéressant de suivre cette quinzaine où 30 projections de films interdits totalement ou partiellement par des coupures seront projetés. De nombreux

débats auront lieu, avec la participation d'Astoux, de M. Léglise, chef du service d'action culturelle du CNC, M. Lescure, président de l'association française des cinémas d'art et d'essai, de réalisateurs (Cayatte, Luntz, Marcel Hanouin, Vautier...) de revues spécialisées.

Renseignements : Jean-Pierre Bailly - les Myosotis - 35, rue Pierre Courtade - St-Martin-d'Hères - 38400. ■

**Plaisir d'amour ne dure
qu'un moment
Un an de TS ne coûte que
40 francs**

(Française)

des artistes ou des poires ?

LES lecteurs de TS commencent à connaître la signature de Jacques Bertin, qui est devenu un collaborateur régulier de notre journal. Mais Jacques est aussi un chanteur (auteur, compositeur, interprète) et il est à ce titre de plus en plus sollicité pour chanter, gratuitement, à l'occasion de conflits sociaux, notamment. Chanteur et militant, il a consacré beaucoup de son temps cet été à l'organisation des soirées culturelles des Lip, à Besançon. Il a chanté à Laval, à Cerizay. Il aide actuellement les camarades de **Klapperstei 68** à organiser leur quatre jours de manifestations non-stop pour la survie du journal.

A tous ces titres, Bertin est bien placé pour porter un jugement sur ce qu'il faut bien appeler « la grande misère des galas de soutien »...

Deux incidents récents, dont ont été victimes Catherine Ribeiro et Maxime Le Forestier l'on incité à prendre la plume et à gueuler un bon coup. Et nous l'approuvons : ils sont suffisamment rares, les artistes qui acceptent de se mouiller, de s'engager aux côtés des travailleurs en lutte pour que l'on s'arrête un peu aux arguments de Bertin, et qu'on y réfléchisse. Le texte n'a pas d'autre but : nous souhaitons qu'il soit très lu, diffusé et commenté...

B. L. ■

LE 27 décembre, à la Maison pour tous de Genevilliers, Catherine Ribeiro qui participait à un spectacle de soutien s'est fait insulter par un groupe de partisans d'une « musique réellement populaire ». De même pour Maxime Leforestier qui, il y a quelques semaines à Toulouse, chantait pour le Chili.

On lui reprochait quoi ? Bourrer la salle et remplir les caisses pour le Chili ? Qu'est-ce qu'on demande à un artiste ? Dites, ça ne vous suffit pas que Leforestier exige sur contrats que le prix des places soit fixé à 10 F maximum ? Il vous faut en plus je-ne-sais-quel héroïsme qui consisterait à ne pas être connu, ne pas passer à la radio, et au bout du compte, ne pas exister ?

Cet héroïsme que vous demandez aux artistes, vous êtes prêts à vous l'appliquer à vous-mêmes ? Sous prétexte de lutter pour une société où tout le monde aurait la parole, il faudrait qu'en attendant, personne ne l'ait ? Même ceux qui luttent avec vous ?

Pour qui connaît un peu le show business, il y a de la tristesse à constater que les militants n'encouragent pas les artistes à travailler en dehors du milieu mais viennent les insulter (au pire) ou (au mieux) les font chanter pour « la solidarité » dans des conditions de travail lamentables.

Quelque chose ne va pas dans l'organisation des « spectacles de solidarité ». Colette Magny et Mouloudji ont décidé de ne plus en faire pendant quelque temps : outre que, dans les trois quarts des cas, ils n'ont pas l'impression d'y

Boulogne :

MJC occupée

LES usagers de la M.J.C. de Boulogne occupent les locaux. Ils protestent contre la décision unilatérale de Gorce, maire de la ville, de fermer la maison. Nous parlerons largement la semaine prochaine, du problème des M.J.C. Mais en attendant, allez rendre visite aux gars de Boulogne. Ils ne veulent pas que leur maison subisse le sort de celle du XII^e arrondissement de Paris (Maurice-Ravel) ou de celle des Abesses (Jehan-Rictus) : l'une a été « municipalisée », l'autre a été rasée par les bulldozers et supprimée. L'adresse : 152, rue de Silly, Boulogne (métro Billancourt).



St-Brieuc : pendant la grève du Joint.

faire bien leur travail, ils s'aperçoivent qu'ils ne font plus que ça et que finalement, les organisateurs bénévoles les manipulent souvent avec légèreté : « tu viens, tu soutiens, tu devrais être content, non ? »

La chanteuse Claire, de Besançon, m'écrit : « Je ne veux plus faire des spectacles gratuits : je n'en ai pas les moyens, faisant partie des smigards du spectacle. Je ne suis pas une dame patronnesse. Je gagne ma vie normalement sans chanter dans les boîtes et les casinos. Parce que j'ai choisi de chanter là où les gens se mettent debout, entre autres dans les conflits... Le gratuit ? Qui peut faire du gratuit ? Ceux qui mangent à d'autres râteliers... Ce qui est en question ici, c'est la place des artistes dans les luttes : de passage ? par B.A. ? ou parmi les travailleurs, leur égal, un travailleur ? »

En effet, il est fréquent qu'on demande aux artistes peu connus de se déplacer gratuitement et qu'on accepte de donner un cachet à la vedette qui n'en a pas besoin pour vivre. Car la vedette attire du monde !

Autre aspect du problème : Claire : « Dis-moi, quand tu téléphones à un artiste (viens, c'est gratuit), comment s'opère la sélection ? L'argument officiel est : c'est un acte militant donc gratuit, c'est normal. L'argument officieux, combien plus efficace : c'est une bonne pub que de chanter à X. Si tu la veux, tu la payes. »

Eh oui, Claire, voilà comment on monte un gala de solidarité : des gens à la mode pour bourrer la salle, les idées esthétiques ou politiques de l'organisateur dussent-elles en prendre un coup au passage (on devient cynique, mais c'est pour la cause !) et puis des gens qui ont besoin d'une pub pour bourrer le reste du spectacle. Après cela, une mauvaise sono, pas d'éclairages (tout ça c'est bourgeois ! Le chanteur n'a pas besoin de se faire entendre), les portes de la salle ne sont pas fermées (c'est

facho !), le chanteur est logé à la diable (on n'imagine pas qu'il ne fait que ça toute l'année et qu'il a peut-être besoin d'un minimum de tranquillité et de confort). Après ça, des énergumènes pas contents parce que le chanteur a été récupéré dans telle ou telle émission de TV viendront l'insulter.

Il y a sans doute moyen d'agir : d'abord en informant un peu les organisateurs bénévoles. Un spectacle, ça se prépare. Un piano, ça s'accorde trois heures avant le spectacle. On peut trouver des projecteurs de mille watts et fermer les portes après avoir fait payer les gens. Il faut un service d'ordre et un peu de cran. Et puis aussi payer les artistes. Car si, vous, vous ne les payez pas, ils finiront par aller se faire payer ailleurs.

Autrement dit, les artistes ne sont pas des marionnettes. On aura une belle chanson révolutionnaire quand on sera capable d'organiser les structures d'accueil de la chanson révolutionnaire. C'est une sacrée fadaïse de croire que la parole du peuple peut s'écrire sans crayon.

Jacques BERTIN. ■

chaillet
THEATRE NATIONAL
MISTERO BUFFO
DARIO FO
joue dario fo
du 4 au 23 janvier 1974
GÉMIER
METRO: TROCADERO - LOCATION: 727. 81. 15

Tous les soirs à 20 h précises sauf lundi, matinée dimanche à 15 h.
Le rire et la satire au service des forces révolutionnaires.

O R T F : le feuilleton du démantèlement

Résumé des épisodes précédents

INLASSABLEMENT, Jean-Philippe Lecat continue de porter la parole du gouvernement...

Il y a quinze jours, le ministre de l'Information déclarait « Qu'il était prématuré de dire quelle sera la forme de décentralisation instituée à l'office » et, au risque de paraître naïf, « Qu'il ne comprenait pas pourquoi les personnels de l'office faisaient grève. » Coup classique : quand les travailleurs refusent de filer le coton du patron, ils se conduisent toujours comme des enfants et ne savent pas ce qu'ils veulent.

De nouveaux préavis de grève ont été déposés sur le bureau du P.D.G. Marceau Long, occupé au processus de démantèlement de l'office « Qu'a dit M. Pompidou ? », demande régulièrement ce dernier à Jean-Philippe Lecat.

« M. Pompidou en a marre, Monsieur, marre de ces syndicats qui nous enferment dans un dialogue de sourds intolérable. Leur attitude risque de précipiter l'affaire. Nous serons obligés d'adopter une solution plus rapide : le

privé tout de suite, fin du monopole. Et vous n'êtes pas sans savoir que, au fond, M. Pompidou n'en souhaite pas la fin avant les prochaines présidentielles. En douceur et profondeur, c'est sa devise. Hâtez-vous donc un peu ! »

Et Marceau Long se hâte. Plus tôt que prévu, les lignes essentielles de son projet de réforme — étudié en commission — il les a données à l'hebdomadaire « Paris-Match ». « Nous créerons 5 ou 6 établissements publics qui auront de vrais pouvoirs. » Et toc !

Anatomie d'un établissement public

● Un établissement public pour chaque chaîne : première chaîne, deuxième, troisième, radiodiffusion, affaires extérieures et coopération. La sixième, éventuellement pour la production (ce qui introduirait un rapport marchand entre les ex-chaînes et cet établissement qui deviendrait une maison de production vendant du film. Dans le cadre du service public, bien sûr !). Chacun de ces établissements publics devrait bien entendu être rentable !

● La garantie du monopole exige-

rait le maintien de quelques organismes centralisés (à préciser).

● Chaque établissement public sera doté d'un directeur qui sera un homme de télévision (pour l'esprit à insuffler — Guy Lux, Pierre Sabbagh ; et Pierre Desgraupes pour exciter la presse ?), d'un financier (pour les finances). Il y aura également un conseil d'administration où seront mélangés personnalités de l'extérieur et, bien sûr, des représentants des téléspectateurs (ce conseil d'administration, aussi fantôme que l'actuel continuera donc d'agiter de temps en temps, ses chaînes).

« Et quand je pense qu'avec cela, les syndicats croient que nous voulons démanteler l'office ! »

« Entre nous, avec notre projet, Jean-Philippe, l'unité des personnels risque d'en prendre un sérieux coup ! »

« Cela va sans dire, P.D.G. Ne le dites donc pas trop. »

« En effet, chaque établissement public gèrera directement son personnel (dans le cadre d'une réglementation générale et d'une politique de l'emploi définie par un service central). Ainsi, chaque établissement public recrutera lui-même son personnel et devrait avoir son propre comité d'établissement re-

présentant le personnel. Y aura-t-il des licenciements ? Les réformes de structures n'impliqueront pas, en tant que telles des licenciements. Par contre, les modifications des charges de certains services poseront des problèmes de cet ordre. Très délicat. »

Télégramme des syndicats

Etablissements publics, aboutissement d'une œuvre de longue haleine. Mettent le service public en obligation de rentabilité — de concurrence interne — Existence des syndicats remise en cause — Voilà pour premier volet loi Malaud applicable 1^{er} janvier 1975.

Second volet Malaud — Lancement télévision par câble serait prise en charge par des sociétés publiques, sociétés d'économie mixte avec « récupération » des travailleurs licenciés du service public dans les sociétés privées, sans statut, sans garanties et mainmise des monopoles régionaux et locaux sur l'information et la culture.

L'office doit s'organiser par le bas. La décentralisation de l'office est nécessaire, de toute évidence mais doit être négociée et non octroyée.

Anne VATTIER ■

UN AN DANS T.S.

Deuxième livraison de notre rétrospective entamée avec le dernier TS de l'année. Cette fois, Bernard Langlois aborde la période des élections législatives.

PLACE, donc, à la bataille électorale. A ma droite... la droite, de Tixier à Servan-Schreiber, qui va peu à peu faire taire ses divisions internes pour faire face au péril rouge... L'épouvantail communiste est agité en tous sens, et tient lieu de programme. A ma gauche, le PC et le PS, unis dans le cadre du Programme commun. Ce programme que le PSU refuse de signer, ce qui va obliger notre parti à une difficile bataille auto-

nome. TS, inlassablement, explique le pourquoi et le comment de notre attitude, qui sera, on le verra en mars, difficilement comprise par les électeurs, tant est forte la volonté unitaire et le désir d'en finir avec ce régime. Michel Rocard signe l'éditorial du TS spécial-élections.

« Oui la France se réveille. Et nous approchons des élections. Et pour la première fois depuis 15 ans, une réelle possibilité de changement paraît aujourd'hui pouvoir sortir des urnes. »

« Nous ne sous-estimons pas, à cet égard, l'importance du rôle joué par le Programme commun de la gauche. Nous avons dit, dès sa signature, que l'événement était de taille, de par les possibilités mobilisatrices qu'il recélait. Nous n'avons cessé de répéter depuis que la priorité indiscutable était pour nous de renverser le régime, et que

nous entendions prendre notre part du combat contre la droite. »

Nous avons souligné, sans ambiguïté, le caractère de classe de la consultation prochaine, et nous avons fait part de notre engagement de nous désister sans discussion, chaque fois que nos candidats n'arriveraient pas en tête au premier tour, au profit des autres candidats des forces populaires : notre volonté unitaire ne peut donc être mise en doute. »

« Mais nous avons toujours dit aussi que le Programme commun ne nous paraissait pas prendre en compte la totalité des aspirations des travailleurs. Qu'au-delà de la satisfaction indispensable de revendications légitimes, il nous semblait ne répercuter qu'un écho bien timide à cette exigence partout présente d'une plus grande dignité, d'une plus grande responsabilité... »

(TS 565, 7/2/73.)

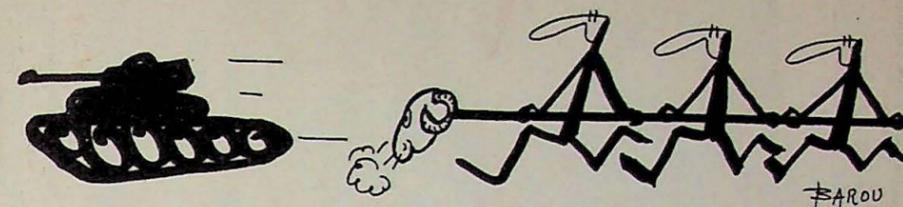
LE PSU est donc amené à s'engager à fond — et seul — dans la bataille. Une bataille dont il sent bien qu'elle va être difficile pour lui, coincé qu'il est entre les mastodontes de la vie politique française bipolarisée.

Mais il a conscience de la nécessité de faire entendre, dans le concert des estrades et des micros, la voix du socialisme autogestionnaire — qui, sinon lui ?

Notre manifeste, « contrôler aujourd'hui pour décider demain », adopté à Toulouse, définit non un programme, mais un projet de société. Il sera abondamment développé dans les milliers de réunions publiques de nos 250 candidats, et rencontrera un écho certain, dont TS lui-même se fera l'écho dans sa rubrique « en battant la campagne ». Un exemple, parmi des dizaines d'autres : Toulouse, où Sanguinetti sera battu. Le candidat du PSU est Achille Auban — dont ce sera la dernière grande bataille à la fin d'une vie militante exemplaire. Alain Beneteau écrit dans TS :

« Vendredi dernier : meeting Auban-Sanguinetti. Qui en a parlé ? Et pourtant 2 000 personnes ont vu Sanguinetti acculé à se démasquer après une demi-heure de débats (...). Sous la responsabilité du PSU, quatre personnes sont montées à la tribune, parler de leur exploitation quotidienne. Un militant ouvrier de l'Aérospatiale dénonce la répression et les atteintes quotidiennes aux libertés des travailleurs dans les entreprises de la région toulousaine (...). Un délégué du Comité de Défense de la ZUP de Rangueil dénonce le scandale des dérogations dans l'immobilier pour le seul profit d'un promoteur (...). Un paysan du Larzac rappelle que l'armée expulse 52 familles et exproprie au total 103 exploitants (...). Réponse de Sanguinetti : « Je suis imperméable à l'indignation parce que ce n'est pas

on n'est pas des moutons !



une vertu politique, mais des discours d'analphabètes, maintenant, j'en ai marre ! » Et il quitte la salle (...). Il est bon de savoir que quand le peuple prend la parole, et la garde, les Sanguinetti ne peuvent que se taire. Et sortir.

(TS 568, 28/2/73.)

ÉTABLIR le lien entre le social et le politique. En finir avec une « division du travail » qui réserve aux forces révolutionnaires la lutte « sur le terrain » et consacre la suprématie des forces réformistes dès qu'on aborde le champ électoral : c'est toute la démarche du PSU, qui a payé cher de ne l'avoir pas entreprise plus tôt. Le résultat des élections prouve qu'il n'était que temps de redresser la barre : nous échappons de justesse au laminage. Mais la preuve est faite pourtant — et c'est l'essentiel — qu'il va falloir compter avec la force autogestionnaire que nous incarnons politiquement. Michel Rocard, battu par Lauriol, fait le bilan de l'échec de la gauche et conclut son éditorial en indiquant la voie pour l'avenir...

« Nous n'avons pas signé ce Programme commun et nous avons payé cher ce refus. Et pourtant cette position était juste. Il fallait oser proposer au pays un projet plus convaincant, plus dynamique, engageant l'avenir à plus long terme, et imaginant véritablement un type nouveau de société. » (...)

« Le jeu purement électoral est bien bloqué. La gauche pèse 45 % (...) et la droite 55 % aujourd'hui. Et pourtant le succès de la bataille sociale suppose un progrès de crédibilité politique, on l'a assez vu en mai 68. Faute de quoi les vieux mythes du populisme renaîtront. »

« La ligne est donc claire : il faut d'abord reprendre la lutte sur tous les fronts sociaux (...). » « Mais il faut également contraindre la gauche tout entière à s'apercevoir qu'elle n'a qu'un projet d'avenir, celui du socialisme autogestionnaire... »

(TS 570, 14/3/73.)

Bernard LANGLOIS. ■

(A suivre.)

1538

ABONNEMENTS NOUVEAUX DEPUIS DEUX MOIS !

plus qu'une semaine pour mettre du
fric à gauche et
réaliser le meilleur
placement possible
avant qu'il ne
soit trop tard...

un nom :

une adresse :

et un chèque de 40 F
(pour un an, c'est donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65